

# Le débarquement du 6 juin 1944 du mythe d'aujourd'hui à la réalité historique

Par [Annie Lacroix-Riz](#)

Mondialisation.ca, 03 juin 2014

Région : [Europe](#)

Thème: [Histoire, société et culture](#)

1168



## Le triomphe du mythe de la libération américaine de l'Europe

En juin 2004, lors du 60<sup>e</sup> anniversaire (et premier décennal célébré au XXI<sup>e</sup> siècle) du « débarquement allié » en Normandie, à la question « Quelle est, selon vous, la nation qui a le plus contribué à la défaite de l'Allemagne » l'Ifop afficha une réponse strictement inverse de celle collectée en mai 1945 : soit respectivement pour les États-Unis, 58 et 20%, et pour l'URSS, 20 et 57%[1]. Du printemps à l'été 2004 avait été martelé que les soldats américains avaient, du 6 juin 1944 au 8 mai 1945, sillonné l'Europe « occidentale » pour lui rendre l'indépendance et la liberté que lui avait ravies l'occupant allemand et que menaçait l'avancée de l'armée rouge vers l'Ouest. Du rôle de l'URSS, victime de cette « très spectaculaire [inversion des pourcentages] avec le temps »[2], il ne fut pas question. Le (70<sup>e</sup>) cru 2014 promet pire sur la présentation respective des « Alliés » de Deuxième Guerre mondiale, sur fond d'invectives contre l'annexionnisme russe en Ukraine et ailleurs[3].

La légende a progressé avec l'expansion américaine sur le continent européen planifiée à Washington depuis 1942 et mise en œuvre avec l'aide du Vatican, tuteur des zones catholiques et administrateur, avant, pendant et après la Deuxième Guerre mondiale de la « sphère d'influence "occidentale" »[4]. Conduite en compagnie de et en concurrence avec la RFA (puis l'Allemagne réunifiée), cette poussée vers l'Est a pris un rythme effréné depuis la « chute du Mur de Berlin » (1989) : elle a pulvérisé les « buts de guerre » que Moscou avait revendiqués en juillet 1941 et atteints en 1944 (récupération du territoire de 1939-1940) et 1945 (acquisition d'une sphère d'influence recouvrant l'ancien « cordon sanitaire » d'Europe centrale et orientale, vieille voie germanique d'invasion de la Russie)[5]. Le projet américain avançait si vite qu'Armand Bérard, diplomate en poste à Vichy et, après la Libération, conseiller d'ambassade à Washington (décembre 1944) puis à Bonn (août 1949), prédit en février 1952 : « les collaborateurs du Chancelier [Adenauer] considèrent en général que le jour où l'Amérique sera en mesure de mettre en ligne une force supérieure, l'URSS se prêtera à un règlement dans lequel elle abandonnera les territoires d'Europe Centrale et Orientale qu'elle domine actuellement. »[6] Les prémonitions, alors effarantes, de Bérard-Cassandre, sont en mai-juin 2014 dépassées : l'ancienne URSS, réduite à la Russie depuis 1991, est menacée à sa porte ukrainienne.

L'hégémonie idéologique « occidentale » accompagnant ce *Drang nach Osten* a été secondée par le temps écoulé depuis la Deuxième Guerre mondiale. Avant la Débâcle, « l'opinion française » s'était fait « dindonn[er] par les campagnes "idéologiques" » transformant l'URSS en loup et le Reich en agneau. La grande presse, propriété du capital financier, l'avait persuadée que l'abandon de l'alliée tchécoslovaque lui vaudrait préservation durable de la paix. « Une telle annexion sera et ne peut être qu'une préface à une guerre qui deviendra inévitable, et au bout des horreurs de laquelle la France courra le plus grand risque

de connaître la défaite, le démembrement et la vassalisation de ce qui subsistera du territoire national comme État en apparence indépendant », avait averti, deux semaines avant Munich, une autre Cassandre du haut État-major de l'armée[7]. Trompée et trahie par ses élites, « la France » connut le destin prévu mais ses ouvriers et employés, subissant 50% de baisse des salaires réels et perdant 10-12 kg entre 1940 et 1944, se laissèrent moins « dindonn[er] par les campagnes "idéologiques" ».

Ils perçurent certes les réalités militaires plus tard que « les milieux bien informés », mais, en nombre croissant au fil des mois, ils suivirent sur les atlas ou les cartes de la presse collaborationniste l'évolution du « front de l'Est ». Ils comprirent que l'URSS, qui réclamait en vain depuis juillet 1941 l'ouverture, à l'Ouest, d'un « second front » allégeant son martyre, portait seule le poids de la guerre. L'« enthousiasme » que suscita en eux la nouvelle du débarquement anglo-américain en Afrique du Nord (8 novembre 1942) était « éteint » au printemps suivant : « Aujourd'hui tous les espoirs sont tournés vers la Russie dont les succès remplissent de joie la population tout entière [...] Toute propagande du parti communiste est devenue inutile [...] la comparaison trop facile entre l'inaction inexplicable des uns et l'héroïque activité des autres prépare des jours pénibles à ceux qui s'inquiètent du péril bolchevique », trança un rapport d'avril 1943 destiné au BCRA gaulliste[8].

Si duper les générations qui avaient conservé le souvenir du conflit était délicat, l'exercice est aujourd'hui devenu aisé. À la disparition progressive de ses témoins et acteurs s'est ajouté l'effondrement du mouvement ouvrier radical. Le PCF, « parti des fusillés », a longtemps informé largement, bien au-delà de ses rangs, sur les *réalités* de cette guerre. Ce qui en demeure en traite moins volontiers dans sa presse, elle-même en voie de disparition, voire bat sa coulpe sur le passé « stalinien » contemporain de sa Résistance. L'idéologie dominante, débarrassée d'un sérieux obstacle, a conquis l'hégémonie sur ce terrain comme sur les autres. La sphère académique n'oppose plus rien (voire s'associe) à l'intoxication déchaînée dans la presse écrite et audiovisuelle ou le cinéma[9]. Or, les préparatifs et objectifs du 6 juin 1944 ne sont éclairés ni par le film « Il faut sauver le soldat Ryan » ni par le long documentaire « Apocalypse ».

### **La Pax Americana vue par Armand Bérard en juillet 1941**

C'est bien avant le « tournant » de Stalingrad (janvier-février 1943) que les élites françaises saisirent les conséquences américaines de la situation *militaire* née de la « résistance [...] farouche du soldat russe ». En témoigne le rapport daté de la *mi-juillet 1941* que le général Paul Doyen, président de la délégation française à la Commission allemande d'armistice de Wiesbaden, fit rédiger par son collaborateur diplomatique Armand Bérard[10] :

1° Le *Blitzkrieg* était mort. « Le tour pris par les opérations » contredisait le pronostic des « dirigeants [du] IIIème Reich [qui...] n'avaient pas prévu une résistance aussi farouche du soldat russe, un fanatisme aussi passionné de la population, une guérilla aussi épuisante sur les arrières, des pertes aussi sérieuses, un vide aussi complet devant l'envahisseur, des difficultés aussi considérables de ravitaillement et de communications.

Les batailles gigantesques de tanks et d'avions, la nécessité, en l'absence de wagons à écartement convenable, d'assurer par des routes défoncées des transports de plusieurs centaines de kilomètres entraînent, pour l'Armée allemande, une usure de matériel et une dépense d'essence qui risquent de diminuer dangereusement ses stocks irremplaçables de carburants et de caoutchouc. Nous savons que l'État-Major allemand a constitué trois mois de réserves d'essence. Il faut qu'une campagne de trois mois lui permette de réduire à merci le communisme soviétique, de rétablir l'ordre en Russie sous un régime nouveau, de remettre en exploitation toutes les richesses naturelles du pays et en particulier les gisements, du Caucase. Cependant, sans souci de sa nourriture de demain, le Russe incendie au lance-flamme ses récoltes, fait sauter ses villages, détruit son matériel roulant, sabote ses exploitations ».

2° Le risque d'une défaite allemande (longuement détaillé par Bérard) contraignait les maîtres de la France à rallier un autre protecteur que l'impérialisme « continental » choisi depuis la « Réconciliation » des années 1920. Un tel tournant s'avérant impossible « dans les mois à venir », on passerait avec doigté de l'hégémonie allemande à l'américaine, inéluctable. Car « déjà les États-Unis sont sortis seuls vainqueurs de la guerre de 1918 : ils en sortiront plus encore du conflit actuel. Leur puissance économique, leur haute civilisation, le chiffre de leur population, leur influence croissante sur tous les continents, l'affaiblissement des États européens qui pouvaient rivaliser avec eux font que, quoi qu'il arrive, le monde devra, dans les prochaines décades, se soumettre à la volonté des États-Unis. »[11] Bérard distinguait donc dès juillet 1941 le futur vainqueur militaire soviétique – que le Vatican identifia clairement peu après[12] –, que la guerre d'attrition allemande épuiserait, du « seul vainqueur », par « puissance économique », qui pratiquerait dans cette guerre comme dans la précédente la « stratégie périphérique ».

### **« Stratégie périphérique » et Pax Americana contre l'URSS**

Les États-Unis, n'ayant jamais souffert d'occupation étrangère ni d'aucune destruction depuis la soumission du Sud agricole (esclavagiste) au Nord industriel, avaient cantonné leur armée permanente à

des missions aussi impitoyables qu'aisées, avant (et éventuellement depuis) l'ère impérialiste : liquidation des populations indigènes, soumission de voisins faibles (« l'arrière-cour » latino-américaine) et répression intérieure. Pour l'expansion impériale, la consigne du chantre de l'impérialisme Alfred Mahan - développer indéfiniment la Marine -, s'était enrichie sous ses successeurs des mêmes prescriptions concernant l'aviation[13]. Mais la modestie de leurs forces armées *terrestres* dictait leur incapacité dans un conflit européen. Victoire une fois acquise par pays interposé, fournisseur de la « chair à canon » (« *canon fodder* »), des forces américaines tardivement déployées investiraient, comme à partir du printemps 1918, le territoire à contrôler : désormais, ce serait à partir de bases aéronavales étrangères, celles d'Afrique du Nord s'ajoutant depuis novembre 1942 aux britanniques[14].

L'Entente tripartite (France, Angleterre, Russie) s'était en 1914 partagé le rôle militaire, finalement dévolu, vu le retrait russe, à la France surtout. C'est l'URSS seule qui l'assumerait cette fois dans une guerre américaine qui, selon l'étude secrète de décembre 1942 du Comité des chefs d'États-majors interarmées (Joint Chiefs of Staff, JCS), se fixait pour norme d'« ignorer les considérations de souveraineté nationale » des pays étrangers. En 1942-1943, le JCS 1<sup>o</sup> tira du conflit en cours (et du précédent) la conclusion que la prochaine guerre aurait « pour épine dorsale les bombardiers stratégiques américains » et que, simple « instrument de la politique américaine, une armée internationale » chargée des tâches subalternes (terrestres) « internationaliserait et légitimerait la puissance américaine »; et 2<sup>o</sup> dressa l'interminable liste des bases d'après-guerre sillonnant l'univers, colonies des « alliés » comprises (JCS 570) : rien ne pourrait nous conduire à « tolérer des restrictions à notre capacité à faire stationner et opérer l'avion militaire dans et au-dessus de certains territoires sous souveraineté étrangère », trancha le général Henry Arnold, chef d'état-major de l'Air, en novembre 1943[15].

La « Guerre froide » transformant l'URSS en « ogre soviétique »[16] débriderait les aveux sur la tactique subordonnant l'usage de la « chair à canon » des alliés (momentanés) aux objectifs des « bombardements stratégiques américains ». En mai 1949, Pacte atlantique signé (le 4 avril), Clarence Cannon, président de la commission des Finances de la Chambre des Représentants (*House Committee on Appropriations*) glorifia les fort coûteux « bombardiers terrestres de grand raid capables de transporter la bombe atomique qui "en trois semaines auraient pulvérisé tous les centres militaires soviétiques" » et se félicita de la « contribution » qu'apporteraient nos « alliés [...] en envoyant les jeunes gens nécessaires pour occuper le territoire ennemi après que nous l'aurons démoralisé et anéanti par nos attaques aériennes. [...] Nous avons suivi un tel plan pendant la dernière guerre »[17].

Les historiens américains Michael Sherry et Martin Sherwin l'ont montré : c'est l'URSS, instrument *militaire* de la victoire, qui était la cible simultanée des futures guerres de conquête - et non le Reich, officiellement désigné comme ennemi « des Nations unies »[18]. On comprend pourquoi en lisant William Appleman Williams, un des fondateurs de « l'école révisionniste » (progressiste) américaine. Sa thèse sur « les relations américano-russes de 1781 à 1947 » (1952) a démontré que l'impérialisme américain ne supportait aucune limitation à sa sphère d'influence *mondiale*, que la « Guerre froide », née en 1917 et non en 1945-1947, avait des fondements non idéologiques mais économiques, et que la russophobie américaine datait de l'ère impérialiste[19]. « L'entente [russo-américaine] lâche et informelle [...] s'était rompue sur les droits de passage des chemins de fer [russes] de Mandchourie méridionale et de l'Est chinois entre 1895 et 1912 ». Les Soviets eurent au surplus l'audace d'exploiter eux-mêmes leur caverne d'Ali Baba, soustrayant aux capitaux américains leur immense territoire (22 millions de km<sup>2</sup>). Voilà ce qui généra « la continuité, de Theodore Roosevelt et John Hay à Franklin Roosevelt en passant par Wilson, Hugues et Hoover, de la politique américaine en Extrême-Orient »[20] - mais aussi en Afrique et en Europe, autres champs privilégiés « d'un partage et d'un *repartage* du monde »[21] américains renouvelés sans répit depuis 1880-1890.

Washington prétendait opérer ce « partage-*repartage* » à son bénéfice exclusif, raison fondamentale pour laquelle Roosevelt mit son veto à toute discussion en temps de guerre avec Staline et Churchill sur la répartition des « zones d'influence ». L'arrêt des armes lui assurerait la victoire militaire à coût nul, vu l'état pitoyable de son grand rival russe, ravagé par l'assaut allemand[22]. En février-mars 1944, le milliardaire Harriman, ambassadeur à Moscou depuis 1943, s'accordait avec deux rapports des services « russes » du Département d'État (« Certains aspects de la politique soviétique actuelle » et « La Russie et l'Europe orientale ») pour penser que l'URSS, « appauvrie par la guerre et à l'affût de notre assistance économique [...] un de nos principaux leviers pour orienter une action politique compatible avec nos principes », n'aurait même pas la force d'empiéter sur l'Est de l'Europe bientôt américaine. Elle se contenterait pour l'après-guerre d'une promesse d'aide américaine, ce qui nous permettrait « d'éviter le développement d'une sphère d'influence de l'Union Soviétique sur l'Europe orientale et les Balkans »[23]. Pronostic manifestant un optimisme excessif, l'URSS n'ayant pas renoncé à s'en ménager une.

## **La Pax Americana dans le tronçon français de la zone d'influence**

### **Les plans de paix synarchique...**

Ce « levier » financier était, tant à l'Ouest qu'à l'Est, « une des armes les plus efficaces à notre disposition pour influencer sur les événements politiques européens dans la direction que nous désirons »[24].

En vue de cette *Pax Americana*, la haute finance synarchique, cœur de l'impérialisme français particulièrement représenté outre-mer – Lemaigre-Dubreuil, chef des huiles Lesieur (et de sociétés pétrolières), le président de la banque d'Indochine Paul Baudouin, dernier ministre des Affaires étrangères de Reynaud et premier de Pétain, etc. –, négocia, plus activement depuis le second semestre 1941, avec le financier Robert Murphy, délégué spécial de Roosevelt en Afrique du Nord. Futur premier conseiller du gouverneur militaire de la zone d'occupation américaine en Allemagne et un des chefs des services de renseignements, de l'Office of Strategic Services (OSS) de guerre à la Central Intelligence Agency de 1947, il s'était installé à Alger en décembre 1940. Ce catholique intégriste y préparait le débarquement des États-Unis en Afrique du Nord, tremplin vers l'occupation de l'Europe qui commencerait par le territoire français quand l'URSS s'apprêterait à franchir ses frontières de 1940-1941 pour libérer les pays occupés[25]. Ces pourparlers secrets furent tenus en zone non occupée, dans « l'empire », via les « neutres », des pro-hitlériens Salazar et Franco, sensibles aux sirènes américaines, aux Suisses et aux Suédois, et via le Vatican, aussi soucieux qu'en 1917-1918 d'assurer une paix douce au Reich vaincu. Prolongés jusqu'à la fin de la guerre, ils inclurent dès 1942 des plans de « retournement des fronts », contre l'URSS, qui percèrent avant la capitulation allemande[26] mais n'eurent plein effet qu'après les 8-9 mai 1945.

Traitant d'affaires économiques immédiates (en Afrique du Nord) et futures (métropolitaines et coloniales pour l'après-Libération) avec les grands synarques, Washington comptait aussi sur eux pour évincer de Gaulle, également haï des deux parties. En aucun cas parce qu'il était une sorte de dictateur militaire insupportable, conformément à une durable légende, au grand démocrate Roosevelt. De Gaulle déplaisait seulement parce que, si réactionnaire qu'il eût été ou fût, il tirait sa popularité et sa force de la Résistance intérieure (surtout communiste) : c'est à ce titre qu'il entraverait la mainmise totale des États-Unis, alors qu'un « Vichy sans Vichy » offrirait des partenaires honnis du peuple, donc aussi dociles « *perinde ac cadaver* » aux injonctions américaines qu'ils l'étaient aux ordres allemands. Cette formule américaine, finalement vouée à l'échec vu le rapport de forces général et français, eut donc pour héros successifs, de 1941 à 1943, les cagouleurs vichystes Weygand, Darlan puis Giraud, champions avérés de dictature militaire[27], si représentatifs du goût de Washington pour les étrangers acquis à la liberté de ses capitaux et à l'installation de ses bases aéronavales[28].

On ne s'efforçait pas d'esquiver de Gaulle pour subir les Soviétiques : épouvantés par l'issue de la bataille de Stalingrad, les mêmes financiers français dépêchèrent aussitôt à Rome leur tout dévoué Emmanuel Suhard, instrument depuis 1926 de leurs plans de liquidation de la République. Le cardinal-archevêque (de Reims) avait été, la Cagoule ayant opportunément en avril 1940 liquidé son prédécesseur Verdier, nommé à Paris en mai juste après l'invasion allemande (du 10 mai) : ses mandants et Paul Reynaud, complice du putsch Pétain-Laval imminent, l'envoyèrent amorcer à Madrid le 15 mai, via Franco, les tractations de « Paix » (capitulation) avec le Reich[29]. Suhard fut donc à nouveau chargé de préparer, en vue de la *Pax Americana*, les pourparlers avec le nouveau tuteur : il devait demander à Pie XII de poser « à Washington », via Myron Taylor, ancien président de l'*US Steel* et depuis l'été 1939 « représentant personnel » de Roosevelt « auprès du pape », « la question suivante : "Si les troupes américaines sont amenées à pénétrer en France, le gouvernement de Washington s'engage-t-il à ce que l'occupation américaine soit aussi totale que l'occupation allemande?" », à l'exclusion de toute « autre occupation étrangère (soviétique). Washington a répondu que les États-Unis se désintéresseraient de la forme future du gouvernement de la France et qu'ils s'engageaient à ne pas laisser le communisme s'installer dans le pays »[30]. La bourgeoisie, nota un informateur du BCRA fin juillet 1943, « ne croyant plus à la victoire allemande, compte [...] sur l'Amérique pour lui éviter le bolchevisme. Elle attend le débarquement anglo-américain avec impatience, tout retard lui apparaissant comme une sorte de trahison ». Ce refrain fut chanté jusqu'à la mise en œuvre de l'opération « Overlord »[31].

### ... contre les espérances populaires

Au « bourgeois français [qui avait] toujours considéré le soldat américain ou britannique comme devant être naturellement à son service au cas d'une victoire bolchevique », les RG opposaient depuis février 1943 « le prolétariat », qui exultait : « les craintes de voir "sa" victoire escamotée par la haute finance internationale s'estompent avec la chute de Stalingrad et l'avance générale des soviets »[32]. De ce côté, à la rancœur contre l'inaction *militaire* des Anglo-Saxons contre l'Axe s'ajouta la colère provoquée par leur guerre aérienne contre les civils, ceux des « Nations unies » compris. Les « bombardements stratégiques américains », ininterrompus depuis 1942, frappaient les populations mais épargnaient les *Konzerne* partenaires, IG Farben en tête comme le rapporta en novembre « un très important industriel suédois en relations étroites avec [le géant chimique], retour d'un voyage d'affaires en Allemagne » : à Francfort, « les usines n'ont pas souffert », à Ludwigshafen, « les dégâts sont insignifiants », à Leverkusen, « les usines de l'IG Farben [...] n'ont pas été bombardées »[33].

Rien ne changea jusqu'en 1944, où un long rapport de mars sur « les bombardements de l'aviation anglo-américaine et les réactions de la population française » exposa les effets de « ces raids meurtriers et inopérants » : l'indignation enflait tant depuis 1943 qu'elle ébranlait l'assise du contrôle américain imminent du territoire. Depuis septembre 1943 s'étaient intensifiées les attaques contre la banlieue de

Paris, où les bombes étaient comme « jetées au hasard, sans but précis, et sans le moindre souci d'épargner des vies humaines ». Nantes avait suivi, Strasbourg, La Bocca, Annecy, puis Toulon, qui avait « mis le comble à la colère des ouvriers contre les Anglo-Saxons » : toujours les mêmes morts ouvriers et peu ou pas d'objectifs industriels touchés. Les opérations préservaient toujours l'économie de guerre allemande, comme si les Anglo-Saxons « craignaient de voir finir la guerre trop vite ». Ainsi trônaient intacts les hauts-fourneaux, dont la « destruction paralyserait immédiatement les industries de transformation, qui cesseraient de fonctionner faute de matières premières ». Se répandait « une opinion très dangereuse [...] dans certaines parties de la population ouvrière qui a été durement frappée par les raids. C'est que les capitalistes anglo-saxons ne sont pas mécontents d'éliminer des concurrents commerciaux, et en même temps de décimer la classe ouvrière, de la plonger dans un état de détresse et de misère qui lui rendra plus difficile après la guerre la présentation de ses revendications sociales. Il serait vain de dissimuler que l'opinion française est, depuis quelque temps, considérablement refroidie à l'égard des Anglo-Américains », qui reculent toujours devant « le débarquement promis [...]. La France souffre indiciblement [...] Les forces vives du pays s'épuisent à une cadence qui s'accélère de jour en jour, et la confiance dans les alliés prend une courbe descendante. [...] Instruits par la cruelle réalité des faits, la plupart des ouvriers portent désormais tous leurs espoirs vers la Russie, dont l'armée est, à leur avis, la seule qui puisse venir à bout dans un délai prochain de la résistance des Allemands »[34].

C'est donc dans une atmosphère de rancœur contre ces « alliés » aussi bienveillants pour le Reich qu'avant et après 1918 qu'eut lieu leur débarquement du 6 juin 1944. Colère et soviétophilie populaires persistent, donnant au PCF un écho qui inquiétait l'État gaulliste imminent : « le débarquement a enlevé à sa propagande une part de sa force de pénétration », mais « le temps assez long qu'ont mis les armées anglo-américaines à débarquer sur le sol français a été exploité pour démontrer que seule l'armée russe était en mesure de lutter efficacement contre les nazis. Les morts provoquées par les bombardements et les douleurs qu'elles suscitent servent également d'éléments favorables à une propagande qui prétend que les Russes se battent suivant les méthodes traditionnelles et ne s'en prennent point à la population civile »[35].

Le déficit de sympathie enregistré dans ce morceau initial de la sphère d'influence américaine se maintint entre la Libération de Paris et la fin de la guerre en Europe, comme l'attestent les sondages de l'Ifop d'après-Libération, parisien (« du 28 août au 2 septembre 1944 ») et de mai 1945, national (déjà cité) [36]. Il fut après-guerre, on l'a dit, d'abord progressivement, puis brutalement comblé. Il n'est donc plus grand monde pour rappeler qu'après la bataille des Ardennes (décembre 1944-janvier 1945), seuls combats importants livrés par les Anglo-Saxons contre des troupes allemandes (9 000 morts américains) [37], le haut-commandement de la Wehrmacht négocia fébrilement sa reddition « aux armées anglo-américaines et le report des forces à l'Est »;

que, fin mars 1945, « 26 divisions allemandes demeuraient sur le front occidental », à seule fin d'évacuation « vers l'Ouest » par les ports du Nord, « contre 170 divisions sur le front de l'Est », qui combattirent farouchement jusqu'au 9 mai (date de la libération de Prague)[38];

que le libérateur américain, qui avait doublé à la faveur de la guerre son revenu national, avait sur les fronts du Pacifique et d'Europe perdu 290 000 soldats de décembre 1941 à août 1945[39] : soit l'effectif soviétique tombé dans les dernières semaines de la chute de Berlin, et 1% du total des morts soviétiques de la « Grande guerre patriotique », près de 30 millions sur 50.

Du 6 juin 1944 au 9 mai 1945, Washington acheva de mettre en place tout ou presque pour rétablir le « cordon sanitaire » que les rivaux impérialistes anglais et français avaient édifié en 1919 ; et pour transformer en bête noire le pays le plus chéri des peuples d'Europe (français inclus). La légende de la « Guerre froide » mériterait les mêmes correctifs que celle de l'exclusive libération américaine de l'Europe[40].

**Annie Lacroix-Riz**

---

[1] Frédéric Dabi, « 1938-1944 : Des accords de Munich à la libération de Paris ou l'aube des sondages d'opinion en France », février 2012, <http://www.revuepolitique.fr/1938-1944-laube-des-sondages-dopinion-en-france/>, chiffres extraits du tableau, p. 5. Total inférieur à 100 : 3 autres données : Angleterre; 3 pays; sans avis.

[2] *Ibid.*, p. 4.

[3] Campagne si délirante qu'un journal électronique lié aux États-Unis a le 2 mai 2014 a prôné quelque pudeur sur l'équation CIA-démocratie [http://www.huffingtonpost.fr/charles-grandjean/liberte-democratie-armes-desinformation-massive-ukraine\\_b\\_5252155.html](http://www.huffingtonpost.fr/charles-grandjean/liberte-democratie-armes-desinformation-massive-ukraine_b_5252155.html)

[4] Annie Lacroix-Riz, *Le Vatican, l'Europe et le Reich 1914-1944*, Paris, Armand Colin, 2010 (2<sup>e</sup> édition), *passim*.

- [5] Lynn E. Davis, *The Cold War begins [...] 1941-1945*, Princeton, Princeton UP, 1974; Lloyd Gardner, *Spheres of influence [...], 1938-1945*, Chicago, Ivan R. Dee, 1993; Geoffrey Roberts, *Stalin's Wars: From World War to Cold War, 1939-1953*. New Haven & London: Yale University Press, 2006, traduction chez Delga, septembre 2014.
- [6] Tél. 1450-1467 de Bérard, Bonn, 18 février 1952, Europe généralités 1949-1955, 22, CED, archives du ministère des Affaires étrangères (MAE).
- [7] Note État-major, anonyme, 15 septembre 1938 (modèle et papier des notes Gamelin), N 579, Service historique de l'armée de terre (SHAT).
- [8] Moral de la région parisienne, note reçue le 22 avril 1943, F1a, 3743, Archives nationales (AN).
- [9] Lacroix-Riz, *L'histoire contemporaine toujours sous influence*, Paris, Delga-Le temps des cerises, 2012.
- [10] Revendication de paternité, t. 1 de ses mémoires, *Un ambassadeur se souvient. Au temps du danger allemand*, Paris, Plon, 1976, p. 458, vraisemblable, vu sa correspondance du MAE.
- [11] Rapport 556/EM/S au général Koeltz, Wiesbaden, 16 juillet 1941, W3, 210 (Laval), AN.
- [12] Les difficultés « des Allemands » nous menacent, se lamenta fin août Tardini, troisième personnage de la secrétairerie d'État du Vatican, d'une issue « telle que Staline serait appelé à organiser la paix de concert avec Churchill et Roosevelt », entretien avec Léon Bérard, lettre Bérard, Rome-Saint-Siège, 4 septembre 1941, Vichy-Europe, 551, archives du ministère des Affaires étrangères (MAE).
- [13] Michael Sherry, *Preparation for the next war, American Plans for postwar defense, 1941-1945*, New Haven, Yale University Press, 1977, chap. 1, dont p. 39.
- [14] Exemples français et scandinave (naguère fief britannique), Lacroix-Riz, « Le Maghreb: allusions et silences de la chronologie Chauvel », *La Revue d'Histoire Maghrébine*, Tunis, février 2007, p. 39-48; *Les Protectorats d'Afrique du Nord entre la France et Washington du débarquement à l'indépendance 1942-1956*, Paris, L'Harmattan, 1988, chap. 1; « L'entrée de la Scandinavie dans le Pacte atlantique (1943-1949): une indispensable "révision déchirante" », *guerres mondiales et conflits contemporains (gmcc)*, 5 articles, 1988-1994, liste, <http://www.historiographie.info/cv.html>.
- [15] Sherry, *Preparation*, p. 39-47 (citations éparses).
- [16] Sarcasme de l'ambassadeur américain H. Freeman Matthews, ancien directeur du bureau des Affaires européennes, dépêche de Dampierre n° 1068, Stockholm, 23 novembre 1948, Europe Généralités 1944-1949, 43, MAE.
- [17] Tél. Bonnet n° 944-1947, Washington, 10 mai 1949, Europe généralités 1944-1949, 27, MAE, voir Lacroix-Riz, « L'entrée de la Scandinavie », *gmcc*, n° 173, 1994, p. 150-151 (150-168).
- [18] Martin Sherwin, *A world destroyed. The atomic bomb and the Grand Alliance*, Alfred a Knopf, New York, 1975; Sherry Michael, *Preparation; The rise of American Air Power: the creation of Armageddon*, New Haven, Yale University Press, 1987; *In the shadow of war : the US since the 1930's*, New Haven, Yale University Press, 1995.
- [19] Williams, Ph.D., *American Russian Relations, 1781-1947*, New York, Rinehart & Co., 1952, et *The Tragedy of American Diplomacy*, Dell Publishing Co, New York, 1972 (2<sup>e</sup> éd).
- [20] Richard W. Van Alstyne, recension d'*American Russian Relations*, *The Journal of Asian Studies*, vol. 12, n° 3, 1953, p. 311.
- [21] Lénine, *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme, Essai de vulgarisation*, Paris, Le Temps des cerises, 2001 (1<sup>e</sup> édition, 1917), p. 172. Souligné dans le texte.
- [22] Élément clé de l'analyse révisionniste, dont Gardner, *Spheres of influence*, essentiel.
- [23] Tél. 861.01/2320 de Harriman, Moscou, 13 mars 1944, *Foreign Relations of the United States 1944, IV, Europe*, p 951 (en ligne).
- [24] *Ibid.*
- [25] Lacroix-Riz, « Politique et intérêts ultra-marins de la synarchie entre *Blitzkrieg* et *Pax Americana*, 1939-1944 », in Hubert Bonin et al., *Les entreprises et l'outre-mer français pendant la Seconde Guerre mondiale*, Pessac, MSHA, 2010, p. 59-77; « Le Maghreb: allusions et silences de la chronologie Chauvel », *La Revue d'Histoire Maghrébine*, Tunis, février 2007, p. 39-48.
- [26] Dont la capitulation de l'armée Kesselring d'Italie, opération *Sunrise* négociée en mars-avril 1945 par Allen Dulles, chef de l'OSS-Europe en poste à Berne, avec Karl Wolff, « chef de l'état-major personnel de Himmler » responsable de « l'assassinat de 300 000 juifs », qui ulcéra Moscou. Lacroix-Riz, *Le Vatican*, chap. 10, dont p. 562-563, et *Industriels et banquiers français sous l'Occupation*, Paris, Armand Colin,

2013, chap. 9.

[27] Jean-Baptiste Duroselle, *L'Abîme 1939-1945*, Paris, Imprimerie nationale, 1982, *passim*; Lacroix-Riz, « Quand les Américains voulaient gouverner la France », *Le Monde diplomatique*, mai 2003, p. 19; *Industriels*, chap. 9.

[28] David F Schmitz, *Thank God, they're on our side. The US and right wing dictatorships, 1921-1965*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 1999.

[29] Index Suhard Lacroix-Riz, *Le choix de la défaite : les élites françaises dans les années 1930*, et *De Munich à Vichy, l'assassinat de la 3<sup>e</sup> République, 1938-1940*, Paris, Armand Colin, 2010 (2<sup>e</sup> édition) et 2008.

[30] LIBE/9/14, 5 février 1943 (visite récente), F1a, 3784, AN. Taylor, *Vatican*, chap. 9-11 et index.

[31] Information d'octobre, reçue le 26 décembre 1943, F1a, 3958, AN, et *Industriels*, chap. 9.

[32] Lettre n° 740 du commissaire des RG au préfet de Melun, 13 février 1943, F7, 14904, AN.

[33] Renseignement 3271, arrivé le 17 février 1943, Alger-Londres, 278, MAE.

[34] Informations du 15 mai, diffusées les 5 et 9 juin 1944, F1a, 3864 et 3846, AN.

[35] Information du 13 juin, diffusée le 20 juillet 1944, « le PC à Grenoble », F1a, 3889, AN.

[36] M. Dabi, directeur du département Opinion de l'Ifop, *phare de l'ignorance régnant en 2012 sur l'histoire de la Deuxième Guerre mondiale, déplore le résultat de 1944* : « une très nette majorité (61%) considère que l'URSS est la nation qui a le plus contribué à la défaite allemande alors que les États-Unis et l'Angleterre, pourtant libérateurs du territoire national [fin août 1944??], ne recueillent respectivement que 29,3% et 11,5% », « 1938-1944 », p. 4, souligné par moi.

[37] Jacques Mordal, *Dictionnaire de la Seconde Guerre mondiale*, Paris, Larousse, 1979, t. 1, p. 109-114.

[38] Gabriel Kolko, *The Politics of War. The World and the United States Foreign Policy, 1943-1945*, New York, Random House, 1969, chap. 13-14.

[39] Pertes « militaires uniquement », Pieter Lagrou, « Les guerres, la mort et le deuil : bilan chiffré de la Seconde Guerre mondiale », in Stéphane Audoin-Rouzeau et al., dir., *La violence de guerre 1914-1945*, Bruxelles, Complexe, 2002, p. 322 (313-327).

[40] Bibliographie, Jacques Pauwels, *Le Mythe de la bonne guerre : les USA et la Seconde Guerre mondiale*, Bruxelles, Éditions Aden, 2012, 2<sup>e</sup> édition; Lacroix-Riz, *Aux origines du carcan européen, 1900-1960. La France sous influence allemande et américaine*, Paris, Delga-Le temps des cerises, 2014.

# La face cachée du Débarquement en Normandie

par [chems eddine Chitour](#)

vendredi 6 juin 2014

Ce qui resta tabou

« *Soldats, marins et aviateurs des Forces expéditionnaires alliées ! Vous êtes sur le point de vous embarquer pour la grande croisade vers laquelle ont tendu tous nos efforts pendant de longs mois. (...) Les espoirs, les prières de tous les peuples épris de liberté vous accompagnent. Vous apporterez la sécurité dans un monde libre. La fortune de la bataille a tourné ! Les hommes libres du monde marchent ensemble vers la Victoire ! Bonne chance !(...) Implorons la bénédiction du Tout-Puissant sur cette grande et noble entreprise.* »

*Message d'Eisenhower aux troupes d'assaut, le 5 juin 1944*

Nous avons toujours gardé une image fabuleuse du débarquement ; Notamment, nous fûmes subjugués pour ne pas dire conditionnés par le film culte : « Le jour le plus long » , Ce ne sont pas moins de 5 réalisateurs de nationalités différentes qui nous font découvrir le débarquement allié en Normandie du 6 juin 1944. Nous vîmes et admirâmes une pleiade d'acteurs tout aussi mythiques les uns que les autres Un casting de haut vol s'y associe : John Wayne, Bourvil ou encore Sean Connery, Henry Fonda , Robert Mitchum mais aussi des milliers de figurants. Certains événements de cette campagne militaire historique ont été passés sous silence. Les films connus de l'opération Overlord. Qui se souvient par exemple que les gros ballons des parades d'un grand magasin new-yorkais ont inspiré une supercherie à l'origine de la réussite du D-Day ? Les Alliés ont en effet eu l'idée de faire appel à l'entreprise Goodyear pour créer une armée en caoutchouc. Des chars et des barges gonflables devaient faire croire à un débarquement dans le Pas-de-Calais et détourner l'attention d'Hitler. » (1)

## L'opération Overlord

On sait que le 6 juin 1944, ils étaient 177 Français à débarquer sur les côtes de Normandie, auprès des Alliés : un abbé, un repris de justice, un ancien légionnaire, un jeune marié, un ouvrier, un gosse de 17 ans, originaires de la métropole, de la Tunisie, de l'Algérie ou de Madagascar. Recrutés en Grande-Bretagne au début de la guerre, ils ont été entraînés à la dure en Ecosse avant de porter fièrement le béret vert du commando Kieffer.

« Aujourd'hui, 70 ans après, l'opération Overlord reste la campagne militaire la plus héroïque de l'histoire. Retour sur des aspects méconnus du débarquement. C'est la phase d'assaut de l'opération Overlord qui vise à créer une tête de pont allié de grande échelle dans le nord-ouest de l'Europe et l'ouverture d'un nouveau front à l'Ouest. Une fois les plages prises, l'opération se poursuit par la jonction des forces de débarquement et l'établissement d'une tête de pont sur la côte normande puis l'acheminement d'hommes et de matériels supplémentaires. L'opération cesse officiellement le 30 juin 1944. La flotte d'invasion était composée de 6939 navires (1213 navires de guerre, 4126 navires de transport et 1600 navires de soutien dont de nombreux navires marchands) provenant de huit marines différentes. (2)

La mise en place de cette énorme flotte s'effectua dans tous les ports de la côte Sud de l'Angleterre, de Plymouth jusqu'à Newhaven. » (2) 287.000 personnes embarquées à bord des navires alliés le Jour J dont 177 - Nombre de soldats du commando français Kieffer ayant débarqué sur Sword Beach. 200.000 obstacles de plage installés par les Allemands le long du Mur de l'Atlantique, 200.000 véhicules alliés de toutes sortes débarqués en Normandie le 6 juin 1944 à minuit. 11.590 appareils alliés (chasseurs, bombardiers, transport, reconnaissance et planeurs), 10.395 tonnes de bombes alliées larguées sur la Normandie toute la journée du 6 juin 1944, 9 500 - Nombre d'avions alliés d'attaque et d'appui en vol le Jour J.

7616 tonnes de bombes alliées larguées sur la Normandie dans la nuit du 5 au 6 juin 1944, 11.085 missions effectuées par les forces aériennes alliées le 6 juin 1944. 10.750 sorties (aller-retour) de l'aviation alliée pendant les 24 heures du jour J. Nombre de sorties de la Luftwaffe (armée de l'air allemande) le 6 juin 1944 ». (2) Plusieurs milliers de morts sont aussi à compter parmi les civils.(2)

## Opération Torch

Deux ans plus tôt l'opération *Torch* vit le débarquement des Alliés principalement en Afrique du Nord (Algérie). Les effectifs mobilisés furent moins importants Ce sont principalement des Français d'Alger sous

la conduite de José Aboulker qui permirent pour une part importante l'opération de débarquement Opération Torch est le nom de code donné au débarquement des Alliés le 8 novembre 1942. La prise d'Alger se fait en un jour grâce à la Résistance française, alors qu'à Oran et au Maroc, les généraux du régime de Vichy accueillent les Alliés à coups de canon, tout en livrant la Tunisie aux Allemands sans aucune résistance, Si les Alliés réussissaient à y repousser les troupes de l'*Afrikakorps* de Rommel, l'Afrique du Nord permettrait ensuite de disposer d'une plate-forme pour un projet plus ambitieux qui concernerait l'Europe méridionale ». (3)

L'opération qui comprenait 107.000 hommes s'effectua sur 200 bâtiments de guerre et 110 navires de transport. Elle se divisait en trois groupes ayant pour mission d'établir neuf têtes de pont sur près de 1500 km de côte. (...) Le 8 novembre 1942 à l'aube, les premiers vaisseaux de l'Opération Torch abordèrent les plages d'Afrique du Nord. Après une longue préparation, et en exécution d'accords passés secrètement à la conférence de Cherchell le 23 octobre 1942 entre la résistance algéroise et le commandement allié, 400 résistants français, dont les deux tiers étaient des Juifs ont neutralisé le 8 novembre 1942, les batteries côtières de Sidi-Ferruch et le 19e corps d'armée française d'Alger pendant une quinzaine d'heures. (...) Les diplomates et généraux américains ont eu tendance à omettre ou à minorer le rôle de la Résistance pieds noirs dans leurs relations ultérieures de l'opération *Torch*. » (3)

### **L'apport « réel » de la résistance lors du débarquement : Un tabou ?**

Nous avons vu que les commandos du Commando Kieffer, des Français qui ont fait le débarquement, étaient composés de 177 volontaires sur un total de plus de 200.000 Américains, canadiens anglais et de plusieurs pays du Commonwealth. La doxa officielle a toujours présenté la "Résistance" comme étant la cheville ouvrière de la réussite du débarquement. Qu'en est-il de l'apport de la résistance (Forces françaises de l'Intérieur) ?.

Dans la publication suivante, nous verrons que l'apport est beaucoup plus discret que l'histoire officielle ne l'a présenté. Nous lisons : « Le mythe des maquisards qui auraient joué un rôle très important dans la victoire des Alliés a la vie dure. Dans son ouvrage : « La Résistance expliquée à mes petits-enfants », La résistante Lucie Aubrac déclare : « Dans cette prison qu'était devenue la France, la Résistance a renseigné efficacement les Alliés, a contribué avec peu d'armes à vaincre l'occupant, a libéré seule une partie de notre pays, a aidé les Alliés sur le sol français, a poursuivi avec eux l'armée allemande jusqu'à sa totale défaite, a débarrassé la Patrie du régime de collaboration » (...) Dans son livre intitulé : Les F.T.P., l'ancien commandant en chef des Francs-Tireurs et Partisans français, Charles Tillon, va même plus loin : il attribue la réussite du Débarquement aux FFI qui, dans les premières heures du 6 juin 1944, auraient apporté à l'opération des moyens... deux fois supérieurs à ceux des Alliés. Sa démonstration vaut la peine d'être exposée. L'auteur s'appuie tout d'abord sur une note du QG allié en 1944 selon laquelle la force des FFI « représentait l'équivalent en hommes de quinze divisions » (...) » (4)

« L'auteur « oublie » toutefois : -que les premières vagues d'assaut anglo-américaines n'étaient pas seules ; elles reçurent l'appui décisif de la marine et de l'aviation qui pilonnèrent-que les « quinze divisions » FFI étaient non seulement peu armées, L. Aubrac avoue que la Résistance avait « peu d'armes » mais surtout, qu'elles n'étaient pas regroupées en Normandie pour attaquer Les forces allemandes présentes sur les lieux. Dans l'ouvrage d'Eisenhower, le satisfecit décerné à la Résistance arrive au seizième chapitre : Eh bien, dans ces 74 pages, seules... onze lignes sont consacrées à l'appui que pourrait fournir la Résistance. Et voici ce que D. Eisenhower écrit : « Notre plan reposait sur l'appoint considérable que nous escomptions de la part des mouvements des maquis en France. On savait qu'ils étaient particulièrement nombreux en Bretagne, et dans les montagnes et les collines proches de la côte méditerranéenne. [...] Nous désirions particulièrement que, le Jour J, le général De Gaulle s'adressât avec moi par radio à la population française afin qu'elle ne se soulève pas et ne s'expose pas à des sacrifices inutiles qui n'avaient pas encore d'intérêt mais qu'elle se réservât pour le moment où nous lui demanderions son appui. » C'est net : pour débarquer, les Anglo-américains n'avaient nullement besoin de l'aide de la Résistance. Ils n'en voulaient pas. Ils considéraient que ce serait des « sacrifices inutiles ». Les actions de harcèlement n'ont nullement pesé sur le cours des opérations. » (4)

A l'occasion du soixantième anniversaire du Débarquement, la question suivante a été posée à Jean Vanwelkenhuyzen, un historien de référence : « La résistance a-t-elle vraiment représenté un appoint pour les armées régulières ? » Il a répondu : « Il y a une légende dorée française qui a été une manière de gommer la défaite de 1940. Les maquis locaux ont pu fournir des renseignements qui échappaient à la reconnaissance aérienne et aussi jouer un rôle dans certains combats. Mais dire que cela a changé les opérations, non ». » (4)

### **Les « dépassements » des GI : un autre vieux tabou**

Un autre tabou « honteux » est la chape de plomb concernant les exactions sexuelles des GI'S autorisés à

user et à abuser de leur position de sauveurs pour s'en prendre aux Françaises. Grégoire Kauffmann rapporte les écrits d'un ouvrage à ce propos : « Pour les GI, le Débarquement fut aussi un terrain dangereux d'aventures. Une historienne américaine s'attaque sans nuances au mythe du libérateur. De nombreux boys sont persuadés de la frivolité des Françaises. Le haut commandement US a voulu « vendre » le Débarquement comme une aventure érotique, seul moyen de galvaniser les soldats envoyés sous les orages d'acier d'Utah et Omaha Beach ».(5)

Une fois désinhibée, la libido des GI sera impossible à contenir. Le contraste entre l'indigence française et l'opulence yankee favorise toutes les combines (...) Par crainte des maladies vénériennes, les autorités américaines tenteront vainement d'encadrer le chaos. L'état-major fait des exemples en ordonnant la pendaison publique de soldats noirs accusés de viols - boucs émissaires d'une armée fondée sur la ségrégation raciale. Face à ce tsunami sexuel, une douloureuse « crise de la masculinité » s'empare du mâle français... L'historienne écorne singulièrement la geste héroïque du libérateur accueilli sous les vivats d'un peuple reconnaissant. Le recours péremptoire à la métaphore érotique, le mépris des nuances handicapent la démonstration, qui n'en décrypte pas moins l'un des derniers tabous de la Seconde Guerre. » (5)

### **De Gaulle tenu à l'écart du débarquement**

Après la débâcle de mai-juin 40, l'armistice acceptée par le maréchal Pétain, réfugié en Angleterre dès le 17 juin 1940, De Gaulle lance sur les ondes de la radio britannique, la BBC, un appel à la Résistance le 18 juin 1940. Cela lui vaut le surnom de l'« homme du 18 juin ». Rapidement avec le soutien de Winston Churchill, il fonde, à Londres, le Comité de la France libre. En juillet 1940, ils sont environ 7000. Les Alliés ont délibérément exclu De Gaulle qui n'a été informé que la veille du plan de débarquement. Ils l'ont écarté des opérations du 6 juin. De Gaulle, arrivé en Normandie le 14 juin, réussit pourtant à transformer cette humiliation en victoire politique. (6)

Tout a commencé comme nous l'avons écrit plutôt avec l'opération « Torch », le débarquement anglo-saxon, Une opération amphibie réussie militairement, qui débouche sur un véritable imbroglio politique : l'amiral Darlan, l'un des acteurs de la collaboration d'État, devient haut-commissaire en Afrique, avec l'assentiment des militaires américains et de Roosevelt. Les Américains imposent alors le général Henri Giraud, et les conflits entre De Gaulle et Guiraud ne tardèrent pas à naître. L'amiral Darlan fut éliminé.

Pourtant, à force d'opiniâtreté et d'indépendance, le 3 juin 1944, De Gaulle se légitimise graduellement malgré ses alliés Le Comité français de la Libération nationale (Cfln) que présidait le général De Gaulle devint Gouvernement provisoire de la République française (Gprf). Les Alliés anglo-saxons considéraient en effet, que, dans l'attente d'assurances démocratiques sur la représentativité du gouvernement, le rétablissement de la loi et de l'ordre dans la France libérée devrait se faire sous la supervision du général Eisenhower. Avec la création du Gprf s'ouvrait donc une période de fortes tensions qui ne prendraient fin qu'avec l'installation à Paris du gouvernement provisoire français, à la fin de l'été. Ces tensions connurent leur acmé dans les jours qui précédèrent le débarquement en Normandie. Tenu à l'écart par les Alliés de la préparation du débarquement, De Gaulle fut invité par Churchill à rejoindre Londres. Parvenu dans la capitale anglaise le 3 juin en fin de journée, il rencontra Churchill puis Eisenhower le 4. Les rencontres se passèrent très mal, De Gaulle refusant toute idée d'administration provisoire de la France par les Alliés. (...) L'opposition aux vellétés alliées de prendre provisoirement les commandes en France est donc frontale. (7)

### **Les principaux acteurs du Jour J en Normandie**

Eisenhower, Bradley, Montgomery, Churchill et De Gaulle pour les Alliés, Rommel et von Rundstedt pour les Allemands : même sans être tous en Normandie, ce 6 juin 1944, tous ont été les grandes figures du Jour J. Winston Churchill lancera son fameux appel : « Je n'ai à offrir que du sang, de la peine, des larmes et de la sueur » pour un seul objectif : « la victoire, la victoire à tout prix ». Charles de Gaulle tente de maintenir la France dans la guerre afin d'assurer sa présence parmi les vainqueurs. Mais il est tenu à l'écart par les Alliés de la préparation du débarquement. Début juin 1944, il refuse toute idée d'administration provisoire de la France par les Alliés. Il fait son entrée en France le 14 juin. « Depuis plusieurs jours, j'étais prêt à ce voyage. Mais les Alliés ne s'empressaient pas de me le faciliter » ». (8)

### **Le triomphe du mythe de la libération américaine de l'Europe**

Il est curieux de constater comment les médias épousant les thèses des pouvoirs peuvent changer du tout au tout. Ainsi, à titre d'exemple concernant le rôle de l'armée rouge vainqueur de Stalingrad, la première rentrée à Berlin, nous lisons : « En juin 2004, lors du 60e anniversaire du « débarquement allié » en Normandie, à la question « Quelle est, selon vous, la nation qui a le plus contribué à la défaite de

l'Allemagne » l'Ifof afficha une réponse strictement inverse de celle collectée en mai 1945 : soit respectivement pour les États-Unis, 58 et 20%, et pour l'URSS, 20 et 57%. Du printemps à l'été 2004 avait été martelé que les soldats américains avaient, du 6 juin 1944 au 8 mai 1945, sillonné l'Europe « occidentale » pour lui rendre l'indépendance et la liberté que lui avait ravies l'occupant allemand et que menaçait l'avancée de l'armée rouge vers l'Ouest. Du rôle de l'URSS, il ne fut pas question. Le (70e) cru 2014 promet pire sur la présentation respective des « Alliés » sur fond d'invectives contre l'annexionnisme russe en Ukraine et ailleurs (9)...

La diabolisation de la Russie surtout avec l'affaire ukrainienne ne doit jamais nous faire oublier qu'il y eut plus de 25 millions de morts parmi les Russes, que la bataille de Stalingrad a marqué un tournant dans le conflit et que l'Allemagne après la débâcle de Von Paulus, ne put jamais relever la tête. Les médias et les pouvoirs occidentaux devraient en toute objectivité admettre que sans l'URSS, la guerre ne serait pas gagnée facilement et qu'elle aurait pu durer encore des années

Enfin, l'impérialisme américano-britannique a tout fait pour marginaliser de Gaulle et tenter d'aboutir à un protectorat sur la France. En vain. Il faut rappeler que le débarquement de Provence a été en grande partie réalisé par les indigènes des colonies (Algériens, Marocains et de l'Afrique noire mais aussi avec les Européens notamment d'Algérie pas ceux qui criaient « Maréchal nous voilà ». Seul bémol, un autre tabou, quand il a fallu défiler sur les Champs Élysées, les responsables militaires reçurent l'ordre de « blanchir les troupes ». Le film « Indigènes » rend hommage à ces colonisés qui payèrent le prix du sang.

S'agissant de la marginalisation du général de Gaulle qui ne fut pas informé des préparatifs lui qui avait une haute idée de la France, de se retirer par la suite, de l'OTAN, d'affermir la dimension nucléaire de la France quitte à saccager le Sahara avec une douzaine d'essais tout aussi catastrophiques les uns que les autres. Il se trouve encore des gens qui pensent que le gaz de schiste exploité par l'ancienne puissance – *not in my back yard*, pas chez elle-, n'abîmera pas une seconde fois, le Sahara cette fois-ci à Dieu ne plaise, d'une façon irréversible car il aura touché au meilleur viatique : l'eau. Mais ceci est une autre histoire...

1. [http://www.lemonde.fr/culture/article/2014/05/22/la-face-cachee-du-debarquement\\_4420232\\_3246.html](http://www.lemonde.fr/culture/article/2014/05/22/la-face-cachee-du-debarquement_4420232_3246.html)

2. Opération Overlord : Encyclopédie Wikipédia

3. Opération Torch : « Encyclopédie Wikipédia

4. <http://forumfrance-en-guerres.clicforum.fr/t2110-Le-mythe-de-la-Resistance-qui-aurait-permis-le-Debarquement-allie-en-Normandie.htm>

5. Grégoire Kauffmann Amours... la face cachée du Débarquement L'Express 03/06/2014

6. Jean-Pierre Azéma 6 juin 1944 : Opération overlord - 01/05/2004 <http://histoire.presse.fr>

7. <http://fresques.ina.fr/de-gaulle/fi...>

8. [http://quebec.huffingtonpost.ca/2014/05/23/les-principaux-acteurs-du\\_n\\_5377215.html](http://quebec.huffingtonpost.ca/2014/05/23/les-principaux-acteurs-du_n_5377215.html)

9. <http://www.mondialisation.ca/le-debarquement-du-6-juin-1944-du-mythe-daujourd'hui-a-la-realite-historique/5385061>

Professeur Chems Eddine Chitour

Ecole Polytechnique enp-edu.dz

# Débarquement : Honneur aux soldats américains morts pour la France et pour l'Europe !

par [Sylvain Rakotoarison \(son site\)](#)

vendredi 6 juin 2014

*Ceux qui ont visité les cimetières militaires américains, en Normandie ou dans le nord-est de la France, auront compris que les États-Unis ont participé, avec le sang de leurs soldats, à la reconquête de la liberté et de la démocratie, et cela deux fois en un siècle en Europe. Hommage aux courageux et valeureux soldats qui sacrifièrent leur vie pour que je puisse, aujourd'hui, m'exprimer librement.*



À grand renfort tant des médias que des dirigeants du monde, le [70<sup>e</sup> anniversaire du Débarquement](#) en Normandie le 6 juin 1944 par les troupes alliées et la création d'un second front, à l'ouest, contre le [régime nazi](#), est l'occasion de nombreuses cérémonies et rencontres.

On pourrait toujours protester contre cette insistance médiatique ; cependant, j'y vois au moins deux sources d'intérêt (et ceux qui sont incommodés peuvent toujours éteindre leur radio ou télévision).

## **Élisabeth II, Obama... et Poutine**

D'abord, elle encourage des dirigeants à se revoir, je le dis alors que cela paraissait normale de se réunir sans occasion formelle comme cet anniversaire, mais depuis la crise en Ukraine, c'est la première fois que le Président de la Fédération de Russie [Vladimir Poutine](#) rencontre des dirigeants européens, et en particulier le Président [François Hollande](#) ce 5 juin au soir pour un "souper de travail" sans tapis rouge. Ces journées du 5 au 7 juin 2014 sont donc l'occasion d'un ballet diplomatique plus ou moins discret.

Ces discussions informelles de Vladimir Poutine avec David Cameron et avec François Hollande ont vocation à déboucher, je l'espère, sur du concret, sur une solution pacifique et satisfaisante de la situation en Ukraine qui puisse tenir compte du suffrage démocratique du 25 mai 2014 qui a vu l'élection incontestable d'un nouveau Président de la République et la marginalisation définitive des groupuscules néonazis qui ont tant fait l'inquiétude, si elle est sincère, du côté russe.

## **Remember !**

Ensuite, il n'est jamais inutile de rappeler les moments forts d'une guerre. J'ai la chance de n'en avoir jamais vécu, et nul doute que la [reconstruction de l'Europe](#) dévastée en est la [cause déterminante](#), mais

le temps passe et les générations passent, les anciens combattants meurent. La paix n'est jamais évidente même si elle paraît banale.



En 1984, à l'époque de la poignée de main entre [François Mitterrand](#) et Helmut Kohl, c'était la Première guerre mondiale dont c'était le 70<sup>e</sup> anniversaire. Cette année, c'est [son centenaire](#). Une génération est passée. Il n'y a plus de Poilu depuis six ans, depuis le décès, le 12 mars 2008, de Lazare Ponticelli à 110 ans, doyen des Français et qui fut le dernier de Poilus.

Ceux qui ont combattu durant la Seconde guerre mondiale sont maintenant très vieux, les plus jeunes survivants doivent avoir dans les 87 ans (18 ans en 1945), ce qui ne leur donne pas une espérance de vie très élevée... Il faut encourager les témoignages, les écouter, apprendre, transmettre, rappeler, marteler ce que fut la guerre, comment, pourquoi...

### **La guerre peut toujours resurgir brutalement**

C'est toujours positif de se souvenir de la guerre, des circonstances, des conséquences. En France notamment, elle est tellement étrangère à nos petites vies de tous les jours qu'il faut se méfier, elle peut toujours resurgir sournoisement, rapidement et d'une manière inattendue. La guerre est souvent la suite de l'inconséquence des dirigeants politiques, mais parfois aussi, il faut bien le dire, de l'irresponsabilité, de l'insouciance, ou au contraire, de l'agressivité des peuples.



Les passionnés de films de guerre, de stratégies militaires, d'opérations de guerre devraient être rassasiés en ce moment, avec la multiplication des documentaires qui rappellent tous les détails de ce Débarquement. Pour ma part, quand j'étais enfant, j'avais regardé le film "Le Jour le plus long" à la télévision qui m'avait passionné. Je pense que maintenant, il m'ennuierait sans doute parce qu'il est très long (trois heures) et que je connais un peu mieux l'histoire.

### **Hommage aux libérateurs**

Je souhaite surtout rendre hommage aux États-Unis et aux soldats américains morts pour la France, pour l'Europe et pour la liberté. C'est vrai, ils n'ont pas été les seuls à s'être sacrifiés, [les Soviétiques](#) ont payé un très lourd tribut, les libérateurs ont été de toutes les nationalités, mais je tiens particulièrement à leur rendre hommage car la France connaît un courant d'antiaméricanisme qui se développe et qui m'inquiète très fort, car il laisserait croire que le paradis des citoyens serait plutôt à Téhéran qu'à Washington.



### **Un antiaméricanisme qui n'a rien compris à l'intérêt de la France**

Ce courant est basé sur un repli identitaire, des peurs, des ignorances, un [complotisme presque candide](#), et aussi des réalités, parce que l'intérêt des États-Unis n'est ni l'intérêt de l'Europe, ni l'intérêt de la France, et la France a su à plusieurs reprises le rappeler, parfois de manière très ferme mais néanmoins amicale (en particulier [lors de la guerre en Irak](#)), mais il ne faut pas oublier d'où vient la liberté, d'où vient l'indépendance de la France.

Cet antiaméricanisme nie l'histoire du passé et aussi les enjeux du présent et de l'avenir. Il se croit patriote alors qu'il est [antipatriote](#). Il ne comprend pas, par exemple, que la création de l'euro va à l'encontre de l'intérêt des Américains, que l'euro rompt le monopole du dollar que les États-Unis voudraient imposer au reste du monde. Erreur complète de croire que [l'Union Européenne](#) s'est construite sur injonction américaine. Au contraire !

Les États-Unis préfèrent dialoguer individuellement avec chacun des pays européens, dans la faiblesse de son isolement, et ne pas voir émerger une Union Européenne cohérente et rassemblée, incontournable et forte, qui est déjà aujourd'hui la première puissance économique du monde. Ce courant ne comprend pas, non plus, que le [Traité transatlantique](#) va plus avantager l'Europe que les États-Unis qui sont plutôt réticents et n'ont pas pris l'initiative des négociations. Aujourd'hui, les bananes françaises sont interdites de vente sur le sol américain. Demain, ce seront des marchés de plusieurs centaines de millions de

personnes qui vont s'ouvrir à la France et à l'Europe, sans que les normes sanitaires et sociales de la France ne soient remises en cause.

## Deux lieux de recueillement en Normandie

En Normandie, deux cimetières militaires ont accueilli les corps des soldats américains tués au cours des combats, à partir du 6 juin 1944 et jusqu'à la fin de la guerre. Certains étaient très jeunes, des gosses, seuls, fauchés loin de leur famille, il n'est pas sûr qu'ils imaginaient que leur pays serait aussi insulté par les descendants de ceux qu'ils avaient eux-mêmes contribué à libérer.



Quatorze mille dépouilles de soldats américains ont été par la suite rapatriées aux États-Unis à la demande des familles. Il en reste à peu près autant en France.

Les deux lieux sont émouvants, ils sont très bien entretenus. Les croix blanches sont tournées vers les États-Unis. Le premier cimetière est à Colleville-sur-mer, qui surplombe la plage d'Omaha Beach : 9 387 soldats américains y sont enterrés, dont 307 anonymes et 4 femmes. Le second est à Saint-James, où reposent 4 410 soldats américains qui ont péri lors de la libération de la Bretagne et lors de la percée d'Avranches.

À Colleville, trois officiers généraux américains y ont été enterrés : le général Theodore Roosevelt Jr (joué par Henry Fonda dans le film cité plus haut), fils aîné du Président des États-Unis Theodore Roosevelt Sr, qui est mort le 12 juillet 1944 dans la cour de l'école de Méautis des suites d'une crise cardiaque due à l'intensité des combats durant la bataille de Normandie ; le général Lesley James MacNair qui est mort le 25 juillet 1944 près de Saint-Lô lors de l'Opération Cobra sous un déluge de bombes alliées (bloc F, rangée 28, tombe 42) ; et le général Walker Nelson, qui est mort le 10 juillet 1944 (bloc B, rangée 23, tombe 47).



Le général Theodore Roosevelt Jr (1887-1944) était à la fois militaire, homme politique et homme d'affaires : il avait été membre du gouvernement (Secrétaire adjoint à la Marine) de 1921 à 1924, gouverneur de Porto Rico de 1929 à 1932, gouverneur général des Philippines de 1932 à 1933, puis président de l'American Express Company et dirigeant d'autres entreprises.

Après la campagne d'Afrique, comme il ne voulait pas être juste "gratte-papier" affecté à Londres, il eut l'autorisation d'accompagner les premières troupes qui ont débarqué : « *Les forces et compétences des premiers éléments touchant la plage peuvent être déterminantes dans le succès de l'opération. (...) Je pense que je peux contribuer à ces objectifs en accompagnant la première vague d'assaut. En outre, je connais personnellement les officiers et les hommes de ces unités et je pense qu'il serait bon qu'ils me sentent avec eux.* ». Sa connaissance du terrain, son sang-froid et son courage ont permis de prendre les bonnes décisions quand un imprévu se présentait (comme des erreurs de localisation).

Son frère, Quentin Roosevelt, qui fut pilote d'avion, est mort le 14 juillet 1918 abattu dans le ciel par deux chasseurs allemands à Chamery, dans l'Aisne, à l'âge de 20 ans et la famille a obtenu le droit de transférer son corps pour l'inhumer aux côtés de son frère (bloc D, rangée 28, tombes 11 et 12). Au fond à gauche sur la photo de la tombe de Theodore Roosevelt Jr, on peut remarquer une croix juive, parmi d'autres.



C'est au mémorial de Colleville inauguré en 1956 que le Président américain [Barack Obama](#) reçoit ce vendredi 6 juin 2014 son homologue français François Hollande. C'est en effet une concession perpétuelle aux États-Unis, à tel point que lors du "[shutdown](#)" budgétaire, le mémorial fut fermé pendant deux semaines en octobre 2013.

### **Plus que patriotes, loyaux et fidèles à leurs valeurs**

Pour avoir un peu plus d'audience pour son hebdomadaire, le journaliste Laurent Joffrin, lui, a préféré souligner les 60 000 civils français tués au cours des bombardements alliés, et se poser quelques questions d'intérêt historique, en particulier, pourquoi des villes comme Le Havre ou Royan ont-elles été

rasées alors qu'il aurait dû y avoir d'autres solutions moins meurtrières ? Soixante-dix ans plus tard, c'est toujours facile de poser ces questions, un peu légèrement. Alors que l'essentiel est ailleurs.

Les quatorze mille corps de soldats américains qui est enterrés dans le sol normand, c'est bien du réel : ils étaient plus que patriotes, ils ont été loyaux et fidèles, loyaux envers l'alliance de leur pays avec les autres Alliés, fidèles à leurs valeurs qui sont la démocratie, la liberté, avant tout la liberté. Ce sont des héros qu'il convient de saluer à leur juste mérite, et c'est l'objet de ces cérémonies sans doute un peu pompeuses mais nécessaires si l'on veut nourrir la mémoire nationale.



On a le droit de critiquer les États-Unis, c'est même parfois un devoir si les intérêts de la France et de l'Europe sont bafoués par les Américains, mais n'oublions jamais que les États-Unis ont sacrifié, eux aussi, parmi d'autres, de très nombreuses vies pour anéantir les armées d'Hitler et en finir avec la [monstrueuse Shoah](#).

# Le 6 juin 1944 et ses vérités

par [fatizo \(son site\)](#)

vendredi 6 juin 2014



Ils sont venus mourir sur les plages de Normandie, ils sont venus libérer nos parents et grands-parents de l'occupation nazie.

Cette jeunesse ne demandait qu'à vivre, à réaliser ses rêves.

Nous leur serons éternellement reconnaissant de s'être sacrifiés pour que l'on ait pu vivre pendant 70 ans sans le moindre conflit majeur et dans un monde relativement libre.

Mais cette jeunesse sacrifiée ne doit en rien masquer des vérités que l'on a souvent tendance à vouloir masquer, ou tout du moins édulcorer.

Le mythe de l'Amérique sauveuse du monde moderne a longtemps alimenté nos livres d'histoire et les commémorations. Mais la réalité est bien plus complexe.

Tout d'abord les Etats-Unis étaient neutres au début la Seconde Guerre Mondiale, tout comme dans la première partie de la Première Guerre Mondiale.

Quant à l'opinion publique, elle voyait mal l'intérêt d'envoyer des Américains se faire tuer dans la lointaine Europe, ce que l'on peut comprendre.

Les lois de neutralité votées par le Congrès à partir de 1935, interdisaient aux États-Unis d'intervenir directement dans le conflit jusqu'en décembre 1941.

Cependant en 1940, Roosevelt, favorable à une intervention aux côtés de l'Angleterre, réussissait à faire voter par le Congrès un programme de réarmement ainsi que la conscription de tous les hommes âgés de 21 à 35 ans.

Mais les élites étaient prêtes à sacrifier l'Europe de l'Ouest au nom de l'anti-soviétisme.

C'est toujours grâce à la ténacité de Roosevelt que les États-Unis apportent leur soutien et leur aide aux Franco-Britanniques dès 1940, puis à l'Union soviétique à partir d'octobre 1941.

Peut-être aussi que de voir les nazis prendre le contrôle total de l'Europe devenait un réel problème pour les américains.

Finalement les américains sont rentrés en guerre que le 7 décembre 1941, suite à l'attaque de Pearl-Harbour par les japonais, les obligeant à sortir enfin de leur isolationnisme. Trois jours plus tard, les nazis déclarent également la guerre aux USA. Le conflit devient alors mondial.

On peut également se dire que si les américains ont sacrifié une partie de leur jeunesse sur les plages de Normandie, ce n'est pas que pour sauver "le Monde libre", mais pour pouvoir se garder une bonne partie de l'Europe que risquait d'envahir l'Union Soviétique après les nazis.





Il faut se souvenir que pendant les années qui ont précédé la guerre, de nombreuses personnalités américaines, et pas des moindres, ont montré de la sympathie pour le régime nazi.

On pense à Charles Linbergh, membre actif de l' "America first" (l'Amérique d'abord), ce mouvement qui s'opposait à toute intervention dans le conflit européen.

Ici Woody Guthrie, rendant un hommage quelque peu particulier au célèbre aviateur.



On peut citer également l'antisémite Henry Ford, généreux donateur du parti nazi.



Pour terminer on citera Joseph Kennedy, le père de J.F.K, qui fut ambassadeur à Londres de 1938 à 1940, lui aussi antisémite et qui était pour une politique d'apaisement avec Hitler.

Comme on le voit, si les USA ont longtemps refusé de rentrer dans le conflit de la seconde guerre mondiale c'est parcequ'ils pensaient que ce conflit ne les regardaient pas, mais aussi parce que pour une bonne partie d'entre eux les nazis n'étaient pas si détestables.



Le 9 juin 1944, trois jours après le débarquement de Normandie, une jeune adolescente prenait la plume pour écrire ces mots : « Chère Kitty, le débarquement se déroule à merveille. Les Alliés ont pris Bayeux, un petit village sur la côte française, et se battent à présent pour s'emparer de Caen. Tous les soirs, les correspondants de guerre parlent des difficultés, du courage et de l'ardeur de l'armée, ils racontent aussi des actes d'éclats inimaginables, des blessés déjà revenus en Angleterre sont aussi venus parler au micro. (...) Ici, l'excitation est un peu tombée ; pourtant nous espérons que la guerre sera enfin terminée à la fin de l'année, il serait temps ».

Cette jeune fille ne verra pas la fin de la guerre, puisque deux mois plus tard, au matin du 4 août 1944, le lieu où elle se cache avec sa famille depuis le mois de juillet 1942 est découvert par la police allemande. Le 3 septembre 1944, le groupe est déporté pour le camp d'extermination d'Auschwitz.

Cette jeune fille s'appelait Anne Frank.

Seul Otto Frank, le père d'Anne, survécut au camp.

# Le Débarquement, une invasion !?

par [camus](#)

jeudi 12 juin 2014



La France aux yeux de l'état-major américain n'est qu'un vaste bordel peuplé de sous-hommes

« *Nous ne sommes pas venus en Europe sauver les Français. Nous sommes venus parce que nous, les Américains, nous étions menacés par une puissance hostile, agressive et très dangereuse...* ». Formule sans ambiguïté tirée d'un opuscule que l'armée américaine distribuait à ses soldats et que cite Philippe de Gaulle dans son livre « *De Gaulle, mon père* »... « *Mon père le répétera souvent, les Américains qui sont morts en libérant la France sont morts pour les États-Unis d'Amérique et pour personne d'autre* ». Alors, dans ce cas, cessons de nous raconter des histoires et ne tombons plus dans le piège d'un fol et nauséux amour pour nos supposés libérateurs. Les grands sentiments, les valeurs fondatrices devant lesquels nous sommes conviés à communier à quatre pattes sont en vérité aux antipodes de ce qu'ils prétendent être. Pour s'en rendre compte il suffit d'ouvrir les yeux et de cesser de prendre les mots pour des

choses, c'est-à-dire la fiction pour de la réalité vraie. Sans quoi nous sommes condamnés à ressembler à ces natifs du Libéria d'avant les années Quatre-vingt qui, sous le vocable de Fête nationale, commémoraient chaque année la grande boucherie que firent d'eux en 1822 les noirs émancipés arrivés des États-Unis pour les coloniser... Et dont l'acte fondateur fut de canonner d'importance, depuis leurs navires, les tribus rassemblées sur le rivage pour leur souhaiter la bienvenue avec leurs lances, leurs arcs et leurs flèches !



**Le 6 juin à 6 heures, le Premier ministre canadien William Lyon Mackenzie King informe sur Radio-Canada ces concitoyens que l'invasion de l'Europe par les Alliés a débuté**

## **Une Invasion coloniale rebaptisée pudiquement « débarquement »**

Le 8 février 1944, l'Opération Overlord - Opération *Big Boss*, tout un programme - pour l'invasion du nord-ouest de l'Europe par les forces Alliées, est définitivement adoptée par les chefs d'État-Major [veterans.gc.ca]. C'est ce mot d'*invasion* que l'on retrouve sempiternellement traduit par débarquement : solécisme ou barbarisme du troisième type ? Au choix, bon choix ! En fait les grandes lignes en avaient été tracées entre le 14 et le 24 janvier 1943 à la Conférence de Casablanca dite Conférence d'Anfa pour les anglo-saxons, et à laquelle de Gaulle et Giraud assistèrent.

Aujourd'hui avec le recul nécessaire mais aussi avec l'aide d'historiens, paradoxalement américains – grâce leur soit rendue, en fait le paradoxe n'est qu'une trompeuse apparence car eux seuls peuvent parler – de voir ce qui s'est réellement passé lors de ces événements sismiques de forte magnitude sur l'échelle de la barbarie moderne.

Ainsi derrière les fanfares triomphales nous redécouvrons – parce que la vérité à toujours été connue de ceux qui voulait bien se donner la peine de ne pas l'ignorer – que se cache une réalité passablement sordide venant immédiatement après l'effondrement des défenses allemandes et l'extinction des derniers grésillements du phosphore... ayant cessé faute de chair à consumer dans quelques malchanceux bourgs et villages normands ! Précisons que ces Normands étaient à cet époque où le napalm n'était pas encore inventé mais où le phosphore faisait déjà merveille, des indigènes assez ignorants de la modernité pour croire qu'il suffisait de se terrer dans son cellier entre deux tonneaux de cidre pour espérer échapper aux grappes de bombes incendiaires déversées sur leurs villages. Cependant il devrait y avoir quelque part des rescapés, à l'instar des témoins encore vivants ayant survécu à Auschwitz. Rescapés à ces feux aériens généreusement distribués à quelques poignées d'autochtones terrés dans leurs cahutes par les onze mille aéronefs que nos libérateurs avaient mobilisés ce jour-là pour la grande fête de la Liberté... Las, ces réchappés de l'enfer n'intéressent plus personne et surtout pas les journalistes qui ne se sont pas préoccupés ni de les trouver ni de les interroger... Comme c'est dommage, comme c'est étrange !



**Le 6 juin 1944, la rue Saint-Pierre à Caen**

## **Une « déferlante sexuelle » sur la France**

Pour aller droit au fait, outre les 70 000 morts français dus aux bombardement alliés pendant la durée du conflit – des alliés qui n'y sont pas allés avec le dos de la cuillère du haut de leurs forteresses volantes larguant leurs engins au petit bonheur la chance à dix mille mètres d'altitude, surtout les Canadiens - l'on parle de 18 000 viols américains en Angleterre, en France... et en Allemagne. Des crimes contre dont seule une infime minorité fut punie.

Est-ce à dire que les dignes fils de l'Amérique se fussent à ce point mal comportés ? On comptera par ailleurs, pour la seule France, plus de 10 000 GI's déserteurs qui semèrent la terreur dans le pays... Les habitants de la Porte des Lilas se souviennent des hurlements sortant des murs de la caserne Mortier où la police militaire américaine internait ses forcenés délinquants. Les historiens nous dirons si, effectivement,

les Yanks avaient vidé leurs prisons pour constituer leurs troupes de choc. Ce serait à ce titre la lie de la population américaine qui aurait constitué les premières vagues d'assaut s'abattant sur la France <sup>1</sup>. Or il fallait bien se payer sur la bête, à savoir les autochtones... Écoutons ce qu'en dit en juin 2013 l'hebdomadaire bien-pensant *L'Express*, lequel publiait un entretien avec l'américaine Mary Louise Roberts, professeur à l'Université du Wisconsin-Madison <sup>2</sup>.

L'entretien portait sur sa monographie historique intitulée « *What soldiers do* », relative aux débordements sexuels de la soldatesque américaine que le magazine de feu Servan Schreiber, père et fils et de Mme Giroud, qui fut leur intime, qualifie de « *déferlante sexuelle s'étant abattue sur la France de la Libération* ». Ci-après de larges extraits passablement édifiants, montrant – tant pis pour notre vanité nationale – que la France n'était aux yeux des américains qu'un vaste bordel avec baise à gogo ; habitée par une peuplade d'arriérés tout juste bonne à être envahie et colonisée. Un jugement sans appel qui n'est pas sans rappeler celui maintes fois exprimés par M. BH Lévy et consort, ses amis et émules, qui ne voient dans le franchouillard de base – « biniou, béret, baguette » – qu'un animal à deux pattes, inabouti et assez répugnant.

### **Le ventre des Françaises en libre accès**

**L'Express** : Les Américains avaient-ils vraiment prévu de faire de la France un grand défouloir sexuel pour leurs soldats ?

**Mary Louise Roberts** : En épluchant la presse militaire, en particulier le magazine *Stars and Stripes*, on réalise que toute l'expédition américaine en Normandie a été vendue aux soldats comme une formidable opportunité sexuelle. Ailleurs, sur le front du Pacifique, il était facile de motiver les troupes, car les Japonais nous avaient attaqués. En Europe, en revanche, les Allemands représentaient un ennemi différent : des Blancs difficiles à diaboliser au moyen de stéréotypes raciaux. L'état-major américain avait donc besoin de trouver un stimulant basique et efficace qui encourage ces jeunes hommes à débarquer sous les balles à Omaha Beach. C'est pourquoi on a sexualisé à outrance l'enjeu de la future bataille sur le sol français.

**L'Express** : Comment a-t-on procédé ?

**Mary Louise Roberts** : La réputation libertine de votre pays est confortée par les souvenirs vécus, mais souvent très exagérés, du contingent américain venu en renfort pendant la Première Guerre mondiale, en 1917. Un dessin de *Stars and Stripes* montre deux GI traquant des jeunes filles dans un village.





### « Embrasse-moi vite ! »

L'un d'eux dit : « *Papa m'a beaucoup parlé de cet endroit !* » Le Guide pratique à l'usage des GI's en France, en 1944, est à cet égard un chef-d'œuvre de duplicité alléchante : « *On dit que les Françaises sont faciles. Mais en fait, pas du tout !* »... Pourtant les soldats qui rampent sous le feu allemand le 6 juin 1944 portent tous un lot de cinq préservatifs distribué avec leurs munitions... [L'accueil réservé en France par la gent féminine au GI's] conforte l'image d'un pays dénué de morale, tel qu'a pu le décrire Joe Weston, un journaliste de *Life*, en 1945 : « *La France est un gigantesque bordel habité par 40 millions d'hédonistes qui passent leur temps à manger, boire et faire l'amour* ».

### Un peuple lascif, primitif, indolent, irresponsable

**L'Express** : Les Américains ne prennent pas la France au sérieux ?

**Mary Louise Roberts** : On connaît l'inimitié de Roosevelt envers de Gaulle et le peu d'appétition des Américains pour le rétablissement rapide de la souveraineté française. Le cliché d'une nation de débauchés justifie tacitement le contrôle total de la France au nom des priorités politiques et militaires américaines. Il porte les relents d'un classique discours colonial décrivant le peuple dominé comme trop lascif, primitif, indolent et irresponsable pour s'administrer lui-même.

**L'Express** : On sait à quel point les Françaises appréciaient les GI !

**Mary Louise Roberts** : [Les Céfrancs] ne peuvent rivaliser avec ces étrangers exotiques, athlétiques, bien nourris, chargés de cadeaux inestimables [chocolat, cigarettes, chewing-gum] et assez riches pour sortir les filles au cinéma. C'est une humiliation terrible. Les Français ont vécu quatre ans dans une bulle, privés d'informations. L'arrivée des Américains leur révèle le niveau où est tombé leur pays. À la joie de la Libération succède un profond traumatisme devant le manque de respect des libérateurs à leur égard... Les témoignages et les lettres des soldats sont clairs : ils méprisent ces hommes qui, à leurs yeux, se sont montrés incapables de repousser les Allemands en 1940. Les femmes tondues horrifient les Américains et confirment leur verdict : si des Françaises ont couché avec l'ennemi, c'est parce que leurs hommes, trop faibles, n'étaient pas « maîtres chez eux ». Leur vengeance sur les femmes n'en apparaît alors que plus minable.

**L'Express** : Les clichés du *French Bashing* datent donc de cette époque ?

**Mary Louise Roberts** : Oui, ces stéréotypes sont toujours présents dans les mentalités américaines : le Français veule et collaborateur ou piètre militaire et inepte en matière de technologie. Certains dessins humoristiques de Stars and Stripes de l'époque illustrent parfaitement cette émasculatation symbolique du Français. On y voit l'un de vos compatriotes, affublé de grosses lèvres sensuelles et féminines, tenter d'embarquer dans la Jeep de deux GI noyés sous des filles. D'autres décrivent sans relâche le Français comme un danger public sur la route, non par intrépidité mais parce qu'il ne sait pas conduire. Sous-entendu... comme les femmes.

## Un tsunami de libido

**L'Express** : Vous décrivez un pays soumis à la déferlante sexuelle des boys. L'état-major ne réagit pas ?

**Mary Louise Roberts** : C'est un tsunami de libido, d'autant plus difficile à cacher ou à canaliser que le commandement américain interdit officiellement l'ouverture de bordels, de crainte que cela ne provoque un scandale aux États-Unis. À Brest, le général Gerhardt en ouvre tout de même un. Qui sera fermé cinq heures plus tard par le chapelain militaire, non sans avoir accueilli 70 clients. L'armée, très inquiète devant la recrudescence des maladies vénériennes depuis l'arrivée massive de prostituées en Normandie, distribue des préservatifs et tient des postes sanitaires à disposition des boys. Mais elle laisse les civils subir la vision permanente des ébats des GI's. Au Havre, par exemple, on ne peut plus aller au cimetière sans y trouver des soldats en train de copuler. Avec une condescendance odieuse, le commandement militaire considère que les Havrais, en bons Français, n'y trouveront rien à redire ! Du coup, les autorités civiles doivent, seules, se charger du trouble à l'ordre public. Dans les minutes du conseil municipal, j'ai ainsi retrouvé les propos d'un élu qui note que les Allemands, eux au moins, savaient organiser la vie sexuelle de leurs militaires.

## Paris Saint-Graal du sexe

**Mary Louise Roberts** : Pour les GI's, Paris est le Saint-Graal du sexe, le lieu où ils viennent passer leurs quarante-huit heures de permission avant de repartir risquer leur vie au front. Dès le départ, le commandement américain, tout en niant le recours des boys à la prostitution, s'est empressé de réguler l'accès aux maisons closes en déterminant par exemple celles qui pouvaient être réservées aux soldats noirs. Mais les bordels ne sont pas assez nombreux pour répondre à la demande massive des Américains. Commence l'âge d'or du trottoir et des maquereaux. Les soldats américains auront ainsi contribué à bouleverser le monde de la prostitution...

[Notons qu'en 1944, l'apartheid sévit dans les rangs de l'armée américaine ! Intéressant non, de la part de ces immenses donneurs de leçons ?]

**L'Express** : Votre livre est éloquent, notamment sur la question des viols, dont on accuse avant tout les GI noirs.

**Mary Louise Roberts** : Des viols ont lieu, c'est certain. Mais les Noirs en sont rendus responsables de façon disproportionnée. Faute d'être autorisés à combattre, en raison de leur race [!? remarque identique... nous serions curieux de savoir pourquoi les afro-américains sont alors planqués loin de la ligne de feu ?], ils sont assignés à l'arrière, à des postes sédentaires dans l'intendance... L'armée est, à l'époque, une institution raciste, qui les utilise comme boucs émissaires quand son image risque d'être compromise par des crimes [nous allons voir plus loin qu'un autre expert fait litière de cette affirmation en partie gratuite]... Les Normands, par exemple, qui n'ont parfois jamais vu un Noir auparavant [pas même aux actualités filmées, des arriérés vous-dis-je !], réagissent selon les pires clichés coloniaux du sauvage hypersexué. Ainsi, la région, que j'ai particulièrement étudiée, semble connaître une invraisemblable vague de viols pendant l'été 1944. Or ces accusations portées par des Françaises se révèlent, pour 40 % d'entre elles, totalement infondées. En lisant la presse locale et les rapports de police, on perçoit une hystérie presque apocalyptique. Souvent, ces Français, qui ont subi les atroces bombardements alliés et vécu les affres de la défaite et de l'Occupation, voient dans la présence des Noirs et dans leurs relations - même les plus banales - avec les femmes le signe d'une nouvelle humiliation nationale [lexpress.fr26juin13].

[Dans le hameau Quibou, en Basse Normandie, la tombe de la famille Guérin porte cet épitaphe « Louis Guérin Tué par les noirs 1913-1944 ». Louis Guérin fut en effet tué par un de nos libérateurs pour avoir voulu protéger sa femme. La fiche relative au village de Quibou a récemment disparue du site normandie44lamemoire.com ! Sans commentaire, quoique qu'une hirondelle ne fasse pas le printemps objecteraient avec raison nos amis mélanophiles.]

## À propos des viols « acceptables »

Après *L'Express* nous avons trouvé notre deuxième grande source avec « *Libération* » que l'on ne saurait déceimment accuser de complaisance - pas plus d'ailleurs que le premier organe cité - à l'égard des relectures *nostalgiques* de l'histoire. En fait il s'agit du fameux professeur de criminologie à la *Northern Kentucky University*, J. Robert Lilly qui a publié en 2003 à Paris « *La Face cachée des GI's* ». Bien que cette monographie eut été écrite en anglais, le livre de Lilly n'a jamais été publié - à notre connaissance - aux États-Unis [liberation.fr2juil04].

Interrogé par *Libération* sur le nombre estimé de viols perpétrés par les Boys à partir des archives de la justice militaire américaine, Robert Lilly, dont l'expertise est précieuse en ce domaine, notamment par son degré élevé d'objectivité, répond : « *le nombre de viols signalés par l'armée américaine est de 181 pour la France - 121 en Angleterre, 552 en Allemagne - et ce furent 116 soldats américains qui furent jugés pour viols en France. Or [il faut souligner que] le viol est l'un des crimes les plus sous-représentés dans les archives : on estime à 5 % le nombre de viols déclarés par rapport aux violences réelles. J'en conclus*

que le nombre de viols en France causés par des soldats américains fut d'environ 3 500, contre 2 500 au Royaume-Uni et 11 000 en Allemagne. Les viols commis en Allemagne représentent deux tiers de ces estimations, mais aucun soldat américain n'y a été condamné à mort [si, mais les exécutions avaient lieu en France : tel le cas de cet afro-américain qui avait tué une famille entière parce que la fille qu'il convoitait avait ses règles]. Dans le cas de l'Angleterre et de la France, il s'agit donc de crimes sexuels en temps de guerre, dont les auteurs sont considérés comme criminels ; dans celui de l'Allemagne, ces actes sont considérés comme des « viols de guerre » où les circonstances et la nationalité des victimes les rendent en quelque sorte « acceptables ».

Les viols de jeunes strasbourgeoises par les Tabor marocains de Leclerc, dit de Hauteclouque, qu'évoque Nimier dans « *Le Hussard Bleu* » [1950] étaient-ils au même titre des « viols acceptables » ?

### **Un comportement largement banalisé en cette époque libératoire**

Tout comme Louise Roberts, Lilly entend exonérer le soldat combattant de ces crimes pour en rejeter la faute sur les membres des troupes d'intendance. Mais au contraire de celle-ci il en impute la responsabilité majoritairement aux appelés de couleurs : « Dans 85 % des cas, ce sont des soldats non gradés et noirs. À plus de 60 %, il s'agit de viols collectifs. Sur les 116 soldats jugés, 21 furent exécutés en France [pendus publiquement], et 67 écopèrent de la prison à vie, peine effectuée aux États-Unis ». On peut facilement imaginer que les viols ne furent pas les seules causes des exécutions, mais des crimes de sang plus graves ayant accompagné, suivi ou précédé ces exactions comme dans le cas précédemment mentionné. L'auteur passe pudiquement sous silence les circonstances exactes de ces forfaits.

« Le premier viol qui mena à un procès en France : le 14 juin 1944, à 4 kilomètres au sud-est de Sainte-Mère-Eglise, Mlle S., réfugiée polonaise, fut violée à 300 mètres de chez elle dans un champ où elle allait traire les vaches par quatre « soldats de couleur » qui l'avaient auparavant aidée à pousser une charrette. Les archives mentionnent qu'ils « auraient bu du vin ». Un bref procès eut lieu le 20 juin, le soldat Whitfield fut condamné à mort, pendu le 14 août 1944 ».

### **« La plus glorieuse génération que la terre ait jamais engendrée »**

Des crimes largement restés méconnus... parce qu'évidemment cachés ! Parce qu'il ternissent, précise Lilly, sur ceux que Roosevelt avait désignés comme appartenant à « la plus glorieuse génération qu'aucune société ait jamais engendrée » ! Vous nous permettrez d'en douter... Une image flatteuse que l'histoire contemporaine se sera abondamment chargée d'invalidier au Vietnam, en Irak et partout où Mister GI's aura posé ses sales pattes. Mais ce n'est pas les hommes que nous condamnons ici mais bien les politiques sans scrupules qui conduisent des guerres de conquêtes, le plus souvent sous couvert de grandiloquentes déclarations humanitaires, pour la paix, la liberté et le bonheur des peuples, qui dissimulent en vérité de froids calculs et de très bas intérêts. Qui maintenant demande à Washington de présenter des excuses ? M. Hollande ? Chiche ! Le président François Hollande n'a-t-il pas lui-même dénoncé justement au Mémorial de Caen lors des cérémonies relative au soixante-dixième anniversaire du « débarquement » allié, « ces jeunes filles livrées à la violence sexuelle » ? Mais il est vrai que disant cela il pensait essentiellement aux deux cents lycéennes de Chibok, dans le nord-est du Nigeria, enlevées par les fondamentalistes fanatiques de la secte Boko Haram [livres interdits]. Cependant, il devait ajouter cette phrase sibylline « Et c'est parce que la France a elle-même vécu ces drames, qu'elle est solidaire des peuples qui affrontent encore en ce moment de telles épreuves » que l'Agence France Presse s'est empressée d'interpréter comme une allusion aux viols perpétrés en 1944 par les gentils GI's. Et évidemment pas par les forces d'occupation qui ont apparemment su se tenir, elles. Sinon nous en entendrions parler encore et nos manuels scolaires en feraient leurs choux gras.

## **Notes**

(1) Le cinéma, usine à produire de confuses images projetées sur les parois cavernicoles de nos imaginaires platoniciens, a rendu compte incidemment de ces faits. Ainsi dans « Portier de nuit » [Il Portiere di notte, film de Liliana Cavani] se trouve, sauf à ce que notre mémoire ne soit prise en défaut, une claire allusion à ces faits navrants ?

(2) « What Soldiers Do » par Mary Louise Roberts. University of Chicago Press University of Chicago Press. <http://www.lexpress.fr/culture/livr..> Dans le même registre voir « Libération : à nous les petites Françaises... À peine débarqués en France, les GI's se sont laissés aller aux pires débordements sexuels » [LeNouvelObservateur16sep13].

# L'histoire vraie : il y a 50 ans, le 6 juin 1964, Charles de Gaulle refusait de commémorer « le débarquement des anglo-saxons »

par [François Asselineau \(son site\)](#)

dimanche 8 juin 2014

10%

D'accord avec l'article ?



90%

(224 votes) Votez



Depuis plusieurs jours, tous les médias de grande diffusion de notre pays consacrent une place considérable à [la commémoration du 70e anniversaire du débarquement anglo-américain en Normandie](#) le 6 juin 2014. Cet événement n'est pas seulement l'occasion d'une intense activité diplomatique ; il est également utilisé comme une commémoration omniprésente et sans nuance à la gloire des Alliés, et plus spécialement des Américains.

Bien entendu, nul n'ignore que des milliers de soldats sont morts lors du débarquement de Normandie, essentiellement américains, anglais et canadiens, mais aussi, en plus petit nombre, quelques autres nationalités dont quelques dizaines de soldats français. Ils ont joué un rôle décisif dans la fin de l'Occupation allemande en France et ils méritent à ce titre toute notre gratitude et tout notre respect.

Mais il n'échappe à personne que cet éloge permanent des États-Unis revêt une dimension politique et géopolitique marquée. **Affirmer à longueur d'antenne que les États-Unis ont « libéré la France » en 1944 ne peut avoir pour effet que d'assourdir, et même de faire taire, les critiques contre la politique actuelle de Washington.** La commémoration avec un tel faste du débarquement du 6 juin 1944 ne peut inciter au contraire qu'à soutenir l'actuelle politique américaine tous azimuts, qu'il s'agisse par exemple des événements en Ukraine ou des négociations sur le Grand Marché Transatlantique.

C'est pourquoi cette opération à grand spectacle – dont les enjeux implicites en terme de propagande sont énormes – doit être examinée sans complaisance. Et nous avons d'autant plus de raisons d'être vigilants que, lorsque Charles de Gaulle était à l'Élysée, il ne fut jamais question de célébrer en grandes pompes cette date du 6 juin.

Le Chef de la France Libre avait même obstinément refusé de commémorer le 20e anniversaire du débarquement, le 6 juin 1964, ce qui avait contraint le président américain Johnson et le Premier ministre britannique Harold Wilson à renoncer à leur venue en France.

En fait, **l'Homme du 18 juin refusa toujours de commémorer cette date, que ce fût son 5e, son 10e, son 15e ou son 20e anniversaire. Et s'il avait une position aussi intransigeante – ce qui est a priori incompréhensible pour les jeunes générations – c'est qu'il avait de bien solides raisons pour cela.**

Puisque personne, ni sur la scène politique ni dans les médias, n'explique cette attitude, c'est une raison supplémentaire pour que l'UPR le fasse.

# Pourquoi Charles de Gaulle refusa-t-il toujours de commémorer le débarquement du 6 juin ?

En réalité, nous savons très exactement les raisons pour lesquelles Charles de Gaulle refusait systématiquement de commémorer le débarquement de Normandie le 6 juin. Il s'en est longuement expliqué devant Alain Peyrefitte, en 1963 et en 1964, alors que celui-ci était son ministre de l'information et qu'il le voyait en tête-à-tête plusieurs fois par semaine.

Il suffit donc de relire les passages pertinents de l'ouvrage de Peyrefitte *C'était de Gaulle*, tome 2, paru en 1997.

## — EXTRAIT DE L'OUVRAGE « C'ÉTAIT DE GAULLE » D'ALAIN PEYREFITTE —

----- - Tome 2, Édition de Fallois Fayard 1997 - pages 84 à 87 -----

### • 30 octobre 1963

En nommant Jean Sainteny ministre des Anciens combattants en décembre 1962, le Général lui avait demandé de consacrer son énergie à l'année 1964. Elle était propice à raviver le souvenir de deux des années glorieuses : cinquantenaire de 1914 et vingtième anniversaire de 1944.

À la fin du Conseil du 30 octobre 1963 au Jean Sainteny a évoqué les cérémonies prévues pour la commémoration de la libération, Pompidou me prend à part : « Tâchez de faire revenir le Général sur son refus d'aller sur les plages de Normandie... » Je suis stupéfait et de l'information et de la demande. « Enfin, reprend Pompidou, prenez des précautions... Je m'y suis cassé les dents. »

Sainteny m'apprend ensuite qu'il se les était déjà lui-même cassées. Naturellement, je vais me les casser aussi.



- « La France a été traitée comme un paillason ! Churchill m'a convoqué comme un châtelain sonne son maître d'hôtel. »

*Salon doré*

Alain Peyrefitte (l'air candide) : « Croyez-vous, mon Général, que les Français comprendront que vous ne soyez pas présents aux cérémonies de Normandie ?

Charles-de-Gaulle (sévèrement) : – C'est Pompidou qui vous a demandé de revenir à la charge ? (Je ne cille pas). Eh bien, non ! Ma décision est prise ! La France a été traitée comme un paillason ! Churchill m'a convoqué d'Alger à Londres, le 4 juin, il m'a fait venir dans un train où il avait établi son quartier général, comme un châtelain sonne son maître d'hôtel. Et il m'a annoncé le débarquement, sans

qu'aucune unité française ait été prévue pour y participer. Nous nous sommes affrontés rudement.

Je lui ai reproché de se mettre aux ordres de Roosevelt, au lieu de lui imposer une volonté *européenne* (il appuie).

Il m'a crié de toute la force de ses poumons : « De Gaulle, dites-vous bien que quand j'aurai à choisir entre vous et Roosevelt, je préférerai toujours Roosevelt ! Quand nous aurons à choisir entre les Français et les Américains, nous préférerons toujours les Américains ! Quand nous aurons à choisir entre le continent et le grand large, nous choisirons toujours le grand large ! » (Il me l'a déjà dit. Ce souvenir est indélébile.)



**« De Gaulle, dites-vous bien que quand nous aurons à choisir entre les Français et les Américains, nous préférerons toujours les Américains ! »**

*(Winston Churchill)*

- **« Et vous voudriez que j'aie commémorer leur débarquement, alors qu'il était le prélude à une seconde occupation du pays ? Non, non, ne comptez pas sur moi ! »**

Charles-de-Gaulle : « Le débarquement du 6 juin, c'a été l'affaire des Anglo-Saxons, d'où la France a été exclue. Ils étaient bien décidés à s'installer en France comme en territoire ennemi ! Comme ils venaient de le faire en Italie et comme ils s'apprêtaient à le faire en Allemagne !

Ils avaient préparé leur AMGOT qui devait gouverner souverainement la France à mesure de l'avance de leurs armées. Ils avaient imprimé leur fausse monnaie, qui aurait eu cours forcé. Ils se seraient conduits en pays conquis.

*NOTE : AMGOT = « Allied military government for occupied territories », gouvernement militaire allié pour les territoires occupés*



*Comme le révèlent leurs coloris et leur graphisme – très voisins de ceux du dollar – ces billets libellés en francs furent imprimés aux États-Unis, de février à mai 1944, par le Bureau of Engraving and Printing, qui est normalement chargé d'imprimer les dollars américains et les autres documents officiels du gouvernement fédéral. Étant fabriqués aux États-Unis, c'est le papier, l'encre, la matière, la présentation et le format des dollars américains qui servirent de référence.*

*Dès les premiers jours suivant le débarquement du 6 juin 1944, les armées américaines commencèrent à distribuer ces billets de banque pour remplacer les billets français émis durant l'Occupation.*

*Dès le 14 juin 1944, le Commissaire de la République François Coulet, présent en Normandie, fut confronté à cette circulation de monnaie, qui était d'ailleurs mal accueillie par la population. Il recommanda aux banques de les encaisser et de ne pas les remettre en circulation.*

*Dès le 27 juin 1944, le général de Gaulle – arrivé entretemps sur le sol français – tapa du poing sur la table en dénonçant cette « fausse monnaie », et en interdisant la circulation, dès son installation au pouvoir au sein du Gouvernement provisoire de la République française. Cette interdiction alla de pair avec l'effondrement du projet de commandement militaire imposé à la France (AMGOT).*

Charles-de-Gaulle : « C'est exactement ce qui se serait passé si je n'avais pas imposé, oui imposé, mes commissaires de la République, mes préfets, mes sous-préfets, mes comités de libération !

Et vous voudriez que j'aie commémorer leur débarquement, alors qu'il était le prélude à une seconde occupation du pays ? Non, non, ne comptez pas sur moi ! Je veux bien que les choses se passent gracieusement, mais ma place n'est pas là !

« Et puis, ça contribuerait à faire croire que, si nous avons été libérés, nous ne le devons qu'aux Américains. Ça reviendrait à tenir la Résistance pour nulle et non avenue. Notre défaitisme naturel n'a que trop tendance à adopter ces vues. Il ne faut pas y céder !

- « **M'associer à la commémoration d'un jour où on demandait aux Français de s'abandonner à d'autres qu'à eux-mêmes, non !** »

Charles-de-Gaulle : « En revanche, ma place sera au mont Faron le 15 août, puisque les troupes françaises ont été prépondérantes dans le débarquement en Provence, que notre première armée y a été associée dès la première minute, que sa remontée fulgurante par la vallée du Rhône a obligé les Allemands à évacuer tout le midi et tout le Massif central sous la pression de la Résistance.



Charles de Gaulle commémore le débarquement de Provence le 15 août 1964 : cf. extrait d'actualités disponible sur le site de l'INA : <http://www.ina.fr/video/CAF94058797>

Charles-de-Gaulle : – Et je commémorerai la libération de Paris, puis celle de Strasbourg, puisque ce sont des prouesses françaises, puisque les Français de l'intérieur et de l'extérieur s'y sont unis, autour de leur drapeau, de leurs rimes, de leur patrie ! Mais m'associer à la commémoration d'un jour où on demandait aux Français de s'abandonner à d'autres qu'à eux-mêmes, non !

« Les Français sont déjà trop portés à croire qu'ils peuvent dormir tranquille, qu'ils n'ont qu'à s'en remettre à d'autres du soin de défendre leur indépendance ! Il ne faut pas les encourager dans cette confiance naïve, qu'ils paient ensuite par des ruines et par des massacres ! Il faut les encourager à compter sur eux-mêmes !

Allons, allons, Peyrefitte ! Il faut avoir plus de mémoire que ça ! Il faut commémorer la France, et non les Anglo-Saxons ! Je n'ai aucune raison de célébrer ça avec éclat. Dites-le à vos journalistes. »

Il reprend : « Ceux qui ont donné leur vie à leur patrie sur notre terre, les Anglais, les Canadiens, les Américains, les Polonais, Sainteny et Triboulet seront là pour les honorer dignement. »

*NOTE : Sainteny et Triboulet étaient respectivement Ministre des anciens combattants et Ministre de la coopération en 1964.*

- **13 mai 1964**

Espérant que le général aura oublié sa vive réplique, ou en tout cas aura oublié que c'est à moi qu'il l'a adressée, je remets la question sur le tapis, 10 mois et demi plus tard, le 13 mai 1964.

- « **Ces messieurs de la presse qui me reprochent de ne pas aller en Normandie 20 ans après, que faisaient-ils alors ? Il ne se battaient ni en Normandie, ni ailleurs. La Libération s'est passée sans eux. Elle s'est passée d'eux.** »

Alain Peyrefitte : « Ne craignez-vous pas, si nous ne devons pas du moins quelques explications, que votre absence du 6 juin en Normandie soit mal interprétée ?

Charles-de-Gaulle : – Mais je vous l'ai déjà dit ! Il n'a jamais été question que j'y aille ! Je ne suis pas allé pour le cinquième anniversaire ; ni pour le dixième ; ni pour le quinzième. Pourquoi voulez-vous que j'y aille pour le vingtième ? Et j'ai demandé au Premier ministre de ne pas y aller non plus. D'ailleurs, le Premier ministre anglais n'y va pas. Johnson ira pas non plus. Pourquoi irions-nous ?

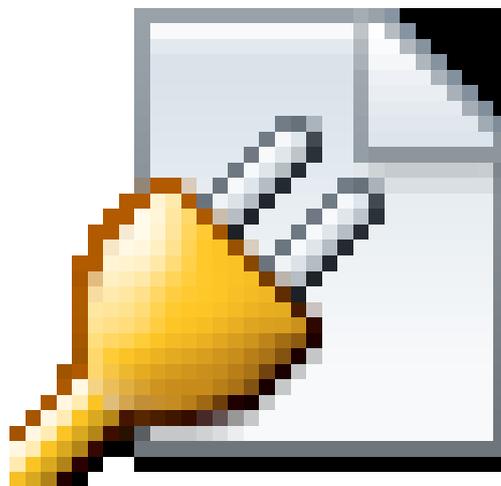
(Évidemment, Wilson et Johnson n'y vont pas, parce que De Gaulle n'y va pas.)

Alain Peyrefitte : – Eisenhower et Montgomery doivent y aller.

Charles-de-Gaulle : – Ce sont des acteurs, qui se font payer cher à la télévision. »

Finalement, Eisenhower et Montgomery, après avoir annoncé leur participation, ne sont pas venus.

- **10 juin 1964**



Après le Conseil du 10 juin 1964, le Général laisse percer encore son agacement : « Ces messieurs de la presse qui me reprochent de ne pas aller en Normandie 20 ans après, que faisaient-ils alors ? S'étaient-ils battus pour que la France recouvre sa liberté, pour qu'elle contribue à sa délivrance ? Que faisaient-ils pendant la guerre ? Il ne se battaient ni en Normandie, ni ailleurs. La Libération s'est passée sans eux. Elle s'est passée d'eux. »

Et lui, il a dû se battre pour que le débarquement ne se passe pas complètement de la France libre. S'il a prononcé son discours de Bayeux le 16 juin 1946, ce ne fut pas pour commémorer le débarquement du 6 juin, mais son débarquement sur les talons des Américains, le 16 juin 1944 à Bayeux.

Il recule son fauteuil, cale son dos. Il a envie de parler.



- **« Vous croyez que les Américains et les Anglais ont débarqué en Normandie pour nous faire plaisir ? »**

Charles-de-Gaulle : « Vous croyez que les Américains et les Anglais ont débarqué en Normandie pour nous faire plaisir ? Ce qu'ils voulaient, c'était glisser vers le nord le long de la mer, pour détruire les bases des V1 et des V2, prendre Anvers et, de là, donner l'assaut à l'Allemagne. Paris et la France ne les intéressaient pas. Leur stratégie, c'était d'atteindre la Ruhr, qui était l'arsenal, et de ne pas perdre un jour en chemin.

Churchill avait demandé à Eisenhower d'essayer de libérer Paris pour Noël. Il lui avait dit : « Personne ne pourra vous en demander davantage. »

Eh bien si, nous étions décidés à demander davantage ! Le peuple de Paris s'est soulevé spontanément et il aurait été probablement écrasé sous les décombres, comme le peuple de Varsovie, s'il n'avait pas été soutenu. Mais il y avait des hommes qui, trois ans plus tôt, à Koufra, s'étaient juré de libérer Paris, puis Strasbourg. Ce sont eux qui ont libéré Paris avec son peuple.

*NOTE : Leclerc et sa colonne, qui venaient du Tchad pour rejoindre la Tunisie en guerroyant, avaient fait, dans l'oasis de Koufra, le serment de ne pas déposer les armes avant d'avoir libéré Paris et Strasbourg.*

- **« Les Américains ne se souciaient pas plus de libérer la France que les Russes de libérer la Pologne. »**

Charles-de-Gaulle : « Mais nous n'avions pas l'accord des Américains. Quand j'ai vu que l'insurrection parisienne allait être écrasée par une division allemande intacte qui arrivait de Boulogne-sur-Mer, j'ai donné l'ordre à Leclerc de foncer. C'est ainsi que nous avons évité à Paris le sort de Varsovie. Nous avons obligé les Anglo-Saxons à changer de stratégie. Les Américains ne se souciaient pas plus de libérer la France que les Russes de libérer la Pologne. Ce qu'ils voulaient, c'était en finir avec Hitler, en essayant le moins de pertes possibles. Ce qu'ils voulaient épargner, c'était le sang des boys, ce n'était pas le sang, les souffrances et l'honneur des Français.

« Effectivement, si les Anglo-Saxons avaient pu mener leur stratégie jusqu'au bout, ils auraient peut-être réussi à frapper l'Allemagne au cœur plus vite. De toute façon, Hitler aurait fini par être battu, et la France aurait fini par être libérée. Mais si les Français étaient restés passifs, et si nous n'avions pas eu de part à la défaite d'Hitler, c'est au bout du compte lui qui aurait vaincu la France. »

— **FIN DE L'EXTRAIT DE L'OUVRAGE « C'ÉTAIT DE GAULLE » D'ALAIN PEYREFITTE** —

————— Tome 2, Édition de Fallois Fayard 1997 – pages 84 à 87 —————

# Ce que Roosevelt et les américains voulaient vraiment faire de la France en 1944



- **« Bien entendu, je traite avec Darlan, puisque Darlan me donne Alger ! Demain, je traiterai avec Laval si Laval me donne Paris ! »**

(Franklin Roosevelt, Président des États-Unis, le 23 novembre 1942, devant les émissaires de Charles de Gaulle à la Maison Blanche)

Pour comprendre quels étaient les objectifs de Franklin Roosevelt, et des cercles dirigeants américains, quant à l'avenir de la France après le débarquement, il est utile de relire un passage essentiel des *Mémoires de Guerre*.

Nous sommes en novembre 1942. Les Anglo-Américains viennent de réaliser le débarquement en Afrique du nord française (Opération Torch), d'ailleurs sans en avoir prévenu le chef de la France Libre. L'affaire a été un succès militaire éclatant puisque les troupes françaises (pétainistes) d'Afrique du nord se sont rendues au bout de 48 heures, après avoir fait seulement semblant de se battre.

En revanche, une décision fait scandale, aussi bien au sein des Français Libres réfugiés à Londres que parmi l'opinion publique britannique : le général américain Eisenhower, bien entendu avec le plein accord du président Roosevelt, a décidé de maintenir l'Amiral Darlan, l'un des dauphins de Pétain, au pouvoir à Alger. En somme, Darlan a retourné sa veste et les Américains l'en récompensent en le maintenant dans ses fonctions à la tête de l'Afrique du nord française !

Sitôt la nouvelle connue, Charles de Gaulle décide d'envoyer deux émissaires à Washington pour protester avec la dernière énergie auprès du président Roosevelt. Lequel les reçoit et leur livre une vision de la France d'après-guerre proprement scandaleuse. C'est ce célèbre passage des *Mémoires de Guerre* :

Il n'en faut pas davantage pour que le Président Roosevelt surmonte, à l'égard de Darlan, les scrupules démocratiques et juridiques que, depuis plus de deux années, il opposait au général de Gaulle. Par son ordre, Clark reconnaît le haut-commissaire et entame avec lui des négociations qui aboutissent, le 22 novembre, à un accord en vertu duquel Darlan gouverne et commande, pourvu qu'il donne satisfaction à ses vainqueurs anglo-saxons.

Sans doute, le Président fait-il publier une déclaration affirmant que les arrangements politiques conclus entre Eisenhower et Darlan ne sont « qu'un expédient temporaire. » Mais recevant, le 23, André Philip et Tixier et s'irritant de leurs protestations, il leur crie : **« Bien entendu, je traite avec Darlan, puisque Darlan me donne Alger ! Demain, je traiterai avec Laval si Laval me donne Paris ! »**

On voit donc bien la collusion qu'il y avait entre les autorités américaines et les autorités du régime de Vichy. Le président Roosevelt et les cercles dirigeants américains voulaient disposer, au sortir de la guerre, d'une France aussi domestiquée que celle qu'avait souhaitée Hitler. C'était finalement un conflit d'impérialisme entre les Américains et les Allemands, rien d'autre.

Et Roosevelt souhaitait promouvoir les pétainistes contre de Gaulle parce qu'il savait parfaitement qu'ils seraient infiniment plus dociles, pour obéir à Washington comme ils obéissaient à Berlin, plutôt que le Fondateur de la France Libre, dont l'intransigeance sur l'indépendance de la France était déjà légendaire.

Cette vision stratégique de ce que devait devenir la France d'après-guerre selon Washington a été confirmée et précisée par Charles de Gaulle, vingt ans après les événements. Toujours à Alain Peyrefitte, dans un autre passage capital de l'ouvrage *C'était de Gaulle*. Passage que voici :

**--- EXTRAIT DE L'OUVRAGE « C'ÉTAIT DE GAULLE » D'ALAIN PEYREFITTE ---**

----- Palais de l'Élysée, 17 juin 1964 -----

----- Tome 2, Édition de Fallois Fayard 1997 - page 52 -----



- **« Roosevelt était un type qui voulait dominer l'univers et, bien entendu, décider du sort de la France. Alors, de Gaulle, ça l'embêtait ; il ne le trouvait pas assez souple. »**

Charles-de-Gaulle : « Roosevelt était un type qui voulait dominer l'univers et, bien entendu, décider du sort de la France. Alors, de Gaulle, ça l'embêtait ; il ne le trouvait pas assez souple. Il pensait que le jour où les Américains auraient débarqué en France, si le Maréchal était encore là, il n'aurait rien à leur refuser ; ce qui était bien vrai.

Ensuite, Vichy étant devenu vraiment impossible, il a laissé tomber Vichy. Il a essayé de se rattraper sur Giraud.

Puis, voyant que ça ne donnait rien, il a essayé de se rabattre sur Herriot. Il a même tenté de fabriquer un gouvernement à Paris au moment où j'allais y entrer, avec Laval, Herriot. Tout ça été manigancé avec Otto Abetz [Représentant de Hitler à Paris sous l'Occupation] et avec Allen Dulles, qui était à Genève pour le compte de la CIA. »

Alain Peyrefitte : – Allen Dulles

Charles de Gaulle : – Oui, c'est ça. D'abord moi, en arrivant à Paris, j'aurais foutu ce gouvernement au [trou][...]. Vous pensez, à l'époque, Herriot, Laval et Abetz ça ne pesait pas lourd. Mais Roosevelt se

figurait qu'Herriot assurerait la continuité avec la IIIe et Laval avec Vichy, et que tout ça allait apparaître comme la République.

Seulement, Hitler, ça l'a exaspéré quand il a su ça. Il a dit : « De quoi, de quoi ? Laval, Herriot, et tout ceux-là ? » Alors, il a fait savoir à Laval de s'en aller à Sigmaringen, il l'a fait dire aussi au Maréchal, il a désavoué Abetz, il a fait remettre Herriot dans sa prison. Il a tout nettoyé.



***Le gouvernement que Roosevelt (ci-dessus) voulait imposer aux Français en 1944 : Pierre Laval et Édouard Herriot (ci-dessous) !***

***L'opération avait été préparée en concertation avec le chef de la CIA Allen Dulles et l'ambassadeur d'Hitler à Paris Otto Abetz...***



*Le Président Roosevelt refusa toujours de reconnaître la légitimité de la France Libre, préférant maintenir une ambassade auprès de Pétain et du régime de Vichy jusqu'en novembre 1942, puis usant des manœuvres les plus tortueuses pour tenter d'écarter Charles de Gaulle du pouvoir et installer, à sa place, des dirigeants plus malléables.*

*Ainsi, en août 1944, soit plus de deux mois après le débarquement de Normandie, **le Président Roosevelt espérait encore installer au pouvoir à Paris Édouard Herriot – homme politique radical de la IIIe République – et Pierre Laval – la figure la plus honnie de la Collaboration, avec lequel il avait d'ailleurs des liens de parenté par alliance.** Ce projet scandaleux, minutieusement décrit par de Gaulle dans ses Mémoires de guerre, avait été ourdi par une étroite concertation entre le chef de la CIA Allen Dulles, l'ambassadeur d'Hitler à Paris Otto Abetz et le dauphin de Pétain.*

*Allen Dulles (1893 – 1969) fut le premier directeur civil de la Central Intelligence Agency (CIA), du 26 février 1953 au 29 novembre 1961, et l'un des sept membres de la commission Warren chargée d'enquêter sur l'assassinat de John Fitzgerald Kennedy.*

*Il était également le frère cadet de John Foster Dulles, Secrétaire d'État des États-Unis du gouvernement Dwight Eisenhower, de 1953 à 1959, et actionnaire principal de la United Fruit Company, société bananière influente dans les républiques bananières d'Amérique latine.*

*Allen Dulles est un personnage des plus controversés : sa carrière au sein de l'État américain ne cessant d'être émaillée de conflits d'intérêts personnels et familiaux plus ou moins importants, dus à sa participation à la vie de grands groupes industriels internationaux ainsi qu'à la carrière de son frère John Foster Dulles qui travailla lui aussi pour ces grands groupes.*

*Otto Abetz (1903 – 1958), francophone et francophile, représenta l'Allemagne en France en 1938 et en 1939, d'où il fut expulsé le 30 juin 1939 comme présumé espion. Le 8 juillet 1940, à la suite de l'armistice entre la France et l'Allemagne, il fut de nouveau envoyé en France. Nommé ambassadeur de l'Allemagne le 3 août 1940, il conserva ce poste jusqu'en 1944 et travailla à mettre en place une politique de collaboration. En juillet 1949, le tribunal militaire*

*de Paris le condamna à 20 ans de travaux forcés pour crimes de guerre, en particulier pour son rôle dans l'organisation de la déportation des juifs de France vers les camps de la mort. Il fut libéré en avril 1954.*

Charles de Gaulle : « Bohlen [L'ambassadeur des États-Unis en France] se comporte envers moi comme Roosevelt il y a vingt ans. Il reçoit en permanence des députés, des sénateurs, des journalistes, et il les monte contre nous. Je n'en ignore rien. Ils font tous ça, les Américains.



*NOTE : Charles E. Bohlen (1904 – 1974) fut ambassadeur des États-Unis en France de 1962 à 1968. Très hostile à de Gaulle, Charles E. Bohlen avait des liens de parenté proches avec Alfried Krupp von Bohlen und Halbach, héritier des aciéries Krupp, l'un des principaux fabricants d'armes de l'Allemagne pendant la Seconde Guerre mondiale, criminel nazi reconnu coupable de pillage et de crime contre l'humanité le 31 juillet 1948, et condamné à douze ans d'emprisonnement et à la confiscation de ses biens.*

Charles de Gaulle : « Roosevelt, c'était pareil, il ne traitait qu'avec des gens qui étaient mes ennemis. Il avait autour de lui, à Washington, des types comme Chautemps.

Alain Peyrefitte : – Et Saint John Perse.

Charles-de-Gaulle : – Oui, Léger qui avait été limogé par Paul Reynaud. Et d'autres du même tonneau, avec qui Roosevelt prenait le thé. Ils le montaient contre moi, en remâchant leurs échecs. Seulement, ça continue. Alors, Bohlen ne voit que nos adversaires, les Mitterrand et les Maurice Faure.



*NOTE : Camille Chautemps, ministre d'État du Front populaire, successeur de Léon Blum de juin 1937 à mars 1938 à la tête du gouvernement, fut vice-président du Conseil des gouvernements Édouard Daladier, puis du gouvernement Paul Reynaud. Ardent partisan de l'Armistice et très hostile à de Gaulle, il fit partie du gouvernement de Philippe Pétain jusqu'au 12 juillet 1940. En novembre 1940, chargé d'une mission officieuse, il partit pour Washington, et choisit d'y demeurer jusqu'en 1944.*



*NOTE : Alexis Léger, secrétaire général du Quai d'Orsay 1933 à 1940, artisan de la rencontre de Munich (et grand poète sous le pseudonyme de Saint-John-Perse) avait été mis en disponibilité par Paul Reynaud, Président du Conseil, le 20 mai 1940. Il s'était ensuite réfugié aux États-Unis.*

Charles de Gaulle : « Churchill, lui non plus, n'admettait pas qu'on ne plie pas. Au lieu de trouver des gens de caractère qui lui auraient tenu tête, il s'entourait de gens qui étaient couchés par terre.

« Je me rappelle un soir, quand j'ai rencontré Roosevelt pour la première fois, au Maroc. Roosevelt voulait m'obliger à me soumettre à Giraud. J'ai envoyé Roosevelt faire foutre, poliment mais fermement. Alors, Churchill m'a fait une scène invraisemblable. Je l'ai mal pris, et je lui ai dit : « Qu'est-ce que ça veut dire : *On ne vous comprend pas ? Vous n'êtes pas digne de votre charge !* » Je l'ai très mal traité.

Alors, le dernier jour, on s'est réuni autour de Roosevelt pour se dire adieu. Churchill, devant tout le monde, a commencé à me refaire une scène en me disant : « Vous n'avez pas suivi le Président. » Il piquait une lèche éhontée à Roosevelt, et c'est Roosevelt qui, à la fin, a trouvé que ça suffisait et lui a imposé silence. Il a dit : « Maintenant, il faut que ces deux généraux se serrent la main devant les photographes. »

**« La politique de Roosevelt, c'était exactement celle qu'ont aujourd'hui les Américains dans le Sud-Est asiatique. Ils ne peuvent pas en imaginer d'autre. Des marionnettes, c'est ça qu'ils veulent en face d'eux. »**

**– FIN DE L'EXTRAIT DE L'OUVRAGE « C'ÉTAIT DE GAULLE » D'ALAIN PEYREFITTE**

-----Palais de l'Élysée, 17 juin 1964 -----

----- Tome 2, Édition de Fallois Fayard 1997 – page 52 -----



***La marionnette nommée Général Giraud, promue par Roosevelt pour tenter de contrer Charles de Gaulle.***

*Cette célèbre et hypocrite poignée de mains entre de Gaulle et le général Giraud, pétainiste passé au service des Américains, fut exigée par Roosevelt lors de l'entrevue des quatre hommes au Maroc en 1942. On distingue Roosevelt (à gauche) et Churchill (à droite) assis à l'arrière-plan, en train de contempler avec satisfaction cette scène de théâtre organisée devant les appareils photos des journalistes de la presse anglo-saxonne.*

*Le président américain voulait absolument promouvoir Giraud, personnage falot, peu intelligent et sans tempérament, pour empêcher Charles de Gaulle d'accéder au pouvoir. Car le patron de la Maison Blanche, qui était intelligent et sournois, avait parfaitement compris que de Gaulle était le seul homme d'État français, le seul capable de faire échec au projet des États-Unis de vassaliser la France après la fin de la guerre.*

## Conclusion

La commémoration du 6 juin 1944 en très grandes pompes, avec les plus hautes autorités de l'État, semble parfaitement légitime et nécessaire à nos compatriotes, tellement des pans entiers de l'Histoire réelle ont été occultés depuis 70 ans.

Il est donc plus que temps que les Français fassent pour de bon le « travail de mémoire » qu'on leur demande, à condition de le faire dans son intégralité, sans biais ni *a priori*, et sans passer sous silence les actions précises des Alliés, et tout spécialement des Américains à l'encontre de la souveraineté et de l'indépendance de la France.

S'il y a certes toutes les raisons pour s'incliner devant la mémoire des soldats anglais, canadiens et américains morts sur le sol de France, qui ont contribué de façon décisive à la fin de l'Occupation nazie, il n'y a en revanche aucune raison de permettre aux États-Unis d'Amérique de camoufler les objectifs politiques peu reluisants qui étaient ceux de leur gouvernement à l'époque des faits.

**Il est important que les Français, et notamment les jeunes générations, sachent que Roosevelt avait décidé :**

- **de placer la France « libérée » sous son occupation militaire américaine,**
- **de lui imposer une « fausse monnaie » imprimée aux États-Unis,**
- **et de maintenir Pierre Laval au pouvoir, figure hideuse et honnie de la Collaboration et de l'intelligence avec l'ennemi, et tout cela avec la complicité de l'ambassadeur d'Hitler en France.**

Par la même occasion, il serait utile de rappeler le soutien financier considérable qu'apporta l'oligarchie industrielle et financière américaine à Adolf Hitler et à son régime pendant toute les années 30 ,et pendant encore une grande partie de la guerre. Les travaux d'Anthony Sutton, désormais de plus en plus connus, permettent notamment de jeter une lumière crue sur cette coopération secrète entre les États-Unis et l'Allemagne hitlérienne.

Tous ces rappels historiques permettraient à Washington de faire à son tour, et utilement, son « travail de mémoire » et sa « repentance ». Cela permettrait aussi d'inviter Washington à abandonner ses prétentions à l'hégémonie mondiale.

**Au lieu de se plier servilement à l'opération de communication voulue par Washington afin de légitimer son hégémonie actuelle sur l'Europe et la France - par Union européenne et Otan interposées -, le président Hollande devrait ainsi garder à l'esprit que son rôle est d'enseigner la vérité historique aux jeunes générations et d'être « le garant de l'indépendance nationale », comme le lui en fait obligation l'article 5 de notre Constitution.**

**L'UPR demande au gouvernement d'organiser une grande commémoration digne de ce nom le 15 août 2014, à l'occasion des 70 ans du débarquement de Provence.**

**François ASSELINEAU**

**Site Internet :** <http://www.u-p-r.fr/>

**Facebook :** <http://www.facebook.com/upr.francoisasselineau>

**Twitter :** [https://twitter.com/#!/UPR\\_Asselineau](https://twitter.com/#!/UPR_Asselineau)

**Blog :** <http://www.francoisasselineau.fr>